

LOT DOMMAGES AUX BIENS

DISPOSITIONS GÉNÉRALES - CONDITIONS PARTICULIÈRES

Partie 1 : Prestations d'assurance

En complément et par dérogation éventuelle aux dispositions moins favorables des Conditions générales, conventions spéciales et en général de toutes les pièces émises par l'assureur, il est expressément convenu ce qui suit :

SOUSCRIPTEUR

CROUS DE L'ACADÉMIE DE CRÉTEIL
représentée par sa Directrice Générale

ADRESSE

70 avenue du Général de Gaulle – 94010 Créteil Cedex

DATE ET HEURE D'EFFET

1^{er} janvier 2026 - 0h00

ÉCHEANCE ANNUELLE

01.01

FRACTIONNEMENT DE PAIEMENT

Annuel

DURÉE

6 ans avec possibilité de résiliation annuelle pour chacune des parties

PRÉAVIS

6 mois

INDICE DE RÉFÉRENCE UTILISÉ

L'indice de référence utilisé est déterminé par le titulaire et paraît au paragraphe 3 de l'acte d'engagement

Le présent document, produit par **riskomnium sas**[®], est protégé par les dispositions du Code de la propriété intellectuelle et notamment celles des articles L. 111-1 et suivants.

Il est par conséquent interdit, sauf à commettre des actes de contrefaçon, de l'exploiter, de le divulguer à des tiers, de l'utiliser pour tout autre marché que celui constituant l'objet du contrat dont il découle, sans avoir obtenu préalablement l'accord de son propriétaire.

1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

SOMMAIRE

LE FONCTIONNEMENT DU CONTRAT

- FORMATION ET EFFET DU CONTRAT
- DURÉE DU CONTRAT
- MODIFICATION DU CONTRAT
- DROIT APPLICABLE AU CONTRAT

LES LIMITES TERRITORIALES DES GARANTIES

L'EXÉCUTION DU CONTRAT

- DÉCLARATION DU RISQUE
- ASSURANCES CUMULATIVES
- COTISATION
- INDEXATION DES GARANTIES ET DES FRANCHISES
- PRESCRIPTION

LA RÉSILIATION DU CONTRAT

- MODALITÉS DE RÉSILIATION
- RÉSILIATION DU CONTRAT PAR L'ASSURÉ
- RÉSILIATION DU CONTRAT SUITE À REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE
- RÉSILIATION DU CONTRAT PAR L'ASSUREUR
- RÉSILIATION DU CONTRAT PAR L'ASSUREUR OU PAR L'ASSURÉ
- RÉSILIATION DU CONTRAT DE PLEIN DROIT

LES OBLIGATIONS EN CAS DE SINISTRES

- DÉCLARATION D'UN SINISTRE
- PROCÉDURE DE DÉCLARATION DE SINISTRES
- EXPERTISE
- DÉLAI DE RÈGLEMENT DE L'INDEMNITÉ
- AVANCE SUR INDEMNITÉ DE SINISTRE
- FRANCHISE PAR SINISTRE
- SUBROGATION

LES DISPOSITIONS DIVERSES

- COASSURANCE
- COMMUNICATION DES STATISTIQUES SINISTRES ANNUELLES
- LITIGES
- DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER

LES DÉFINITIONS DES TERMES DU CONTRAT

LES EXCLUSIONS GÉNÉRALES

LES GARANTIES DU CONTRAT

- DOMMAGES AUX BIENS
- MULTIRISQUE INFORMATIQUE
- BRIS DE MACHINES
- MULTIRISQUE SERRES EN VERRES MAIRAICHÈRES ET/OU HORTICOLES
- MULTIRISQUE EXPOSITIONS
- PERTES FINANCIÈRES – FRAIS SUPPLÉMENTAIRES D'EXPLOITATION

LE FONCTIONNEMENT DU CONTRAT

FORMATION ET EFFET DU CONTRAT

Le contrat est conclu dès sa signature par l'assureur et par le souscripteur.

Il prend effet aux date et heure indiquées en page une, ou, le cas échéant, à la date indiquée par l'assureur lors de la notification.

Les dispositions indiquées ci-dessus s'appliquent également, le cas échéant, pour les avenants au contrat.

DURÉE DU CONTRAT

Le contrat est conclu pour la durée prévue page 1 des présentes dispositions avec possibilité de résiliation annuelle. En effet, le souscripteur et l'assureur ont la possibilité d'y mettre fin à l'échéance annuelle par lettre recommandée en respectant le délai de préavis indiqué page 1 des présentes dispositions. Le délai commence à courir à compter de la date figurant sur le cachet de la poste.

MODIFICATION DU CONTRAT

Toute modification au contrat d'assurance doit être constatée par avenant signé des parties. Cet avenant, selon la modification, peut engendrer un réajustement de la cotisation, soit à la hausse, soit à la baisse. Ce réajustement sera calculé au prorata temporis en fonction de la date d'effet de la modification et de la date d'échéance du contrat.

En tout état de cause, un avenant ne peut en aucun cas bouleverser l'économie du marché, ni en changer l'objet.

DROIT APPLICABLE AU CONTRAT

Le présent contrat est régi par le droit français, et notamment le Code des assurances, le Code de la commande publique.

LES LIMITES TERRITORIALES DES GARANTIES

Les garanties du présent contrat s'exercent sur le territoire des États membres de l'Union Européenne (y compris les DOM-TOM), ainsi que dans la principauté de Monaco, la république d'Andorre, la Suisse, la Norvège et l'Islande.

L'EXÉCUTION DU CONTRAT

DÉCLARATION DU RISQUE

- **A la souscription** : L'assuré doit répondre exactement aux questions posées pour permettre à l'assureur d'apprécier le risque qu'il prend en charge.
- **En cours de contrat – aggravation du risque** : L'assuré doit déclarer à l'assureur, par lettre recommandée, dans un délai de 15 jours à partir du moment où il en a connaissance, les circonstances nouvelles qui ont pour conséquence, soit d'aggraver le risque, soit d'en créer de nouveaux et rendent de ce fait inexacts ou caduques les réponses faites à l'assureur lors de la souscription du contrat. L'assureur peut résilier le contrat ou proposer un nouveau tarif. Si l'assuré dans un délai de 30 jours n'a pas accepté les nouvelles conditions l'assureur peut résilier le contrat.
- **En cours de contrat – diminution du risque** : L'assuré doit, par lettre recommandée, déclarer à l'assureur, dans un délai de 15 jours, à partir du moment où il en a eu connaissance, la circonstance nouvelle qui entraîne une diminution de risque. Si l'assureur, dans un délai de 30 jours n'a pas communiqué le montant de réduction de la cotisation, l'assuré peut résilier le contrat.

Sanctions :

- **Réticence ou fausse déclaration intentionnelle de la part de l'assuré** : nullité du contrat.
- **Fausse déclaration non intentionnelle** : L'omission ou la déclaration inexacte de la part de l'assuré dont la mauvaise foi n'est pas établie n'entraîne pas la nullité du contrat. Si elle est constatée avant tout sinistre, l'assureur, soit maintient le contrat moyennant une augmentation de prime acceptée par l'assuré, soit résilie le contrat. Si elle est constatée après un sinistre, l'indemnité est réduite en proportion du taux des cotisations payées par rapport à celles qui auraient été dues, si les risques avaient été complètement et exactement déclarés.

ASSURANCES CUMULATIVES

- **Déclaration** : Lorsqu'un assuré a souscrit plusieurs contrats d'assurance pour garantir le même risque, il doit immédiatement déclarer à chaque assureur, le nom des autres assureurs et les montants de garanties assurés.
- **Souscription de manière frauduleuse ou dolosive** : L'assureur peut demander la nullité du contrat et réclamer des dommages et intérêts.
- **Souscription sans fraude** : Quand elles sont contractées sans fraude, chacune d'elle produit ses effets dans les limites des garanties du contrat quelle que soit la date à laquelle l'assurance aura été souscrite, sachant que l'indemnité ne peut pas dépasser le montant de la valeur de la chose assurée au moment du sinistre. Dans ces limites, le bénéficiaire peut choisir l'assureur de son choix.

COTISATION

- **Cotisation** : La cotisation d'assurance est payable d'avance à l'échéance annuelle indiquée en page 1.
- **Cotisation de révision** : La cotisation de révision est calculée en fonction de la variation des éléments retenus et indiqués aux conditions particulières.
Une cotisation supplémentaire peut être demandée à l'assuré si les éléments de déclarations sont supérieurs à ceux indiqués dans les conditions particulières.
- **Modalités de règlement** : La cotisation est payable aux sièges sociaux des entreprises d'assurance, dans leurs directions, délégations et bureaux régionaux mais aussi chez leurs mandataires, agents généraux ou courtiers.
- **Indexation de la cotisation** :
La cotisation est modifiée au début de chaque période annuelle d'assurance, en tenant compte des éléments suivants :
 - l'évolution du risque constaté par avenant,
 - l'évolution entre l'indice de souscription et l'indice d'échéance,
 - le cas échéant, les résultats techniques du contrat,
 - le cas échéant, les conditions de réassurance de l'assureur.
 Cette disposition n'est pas applicable à la cotisation relative à la garantie des catastrophes naturelles qui est fixée par arrêté ministériel.
- **Non-paiement des cotisations** : L'assureur a le droit de résilier le contrat pour non-paiement des cotisations par lettre recommandée adressée au dernier domicile connu du souscripteur. L'assureur doit respecter la procédure ci-dessous :



Le contrat non résilié, reprend pour l'avenir ses effets, à midi, le lendemain du jour où ont été payées à l'assureur ou au mandataire désigné par lui à cet effet, la prime ou fraction de prime ayant fait l'objet de la mise en demeure et celles venues à échéance pendant la période de suspension ainsi que les frais de poursuites et de recouvrement.

- **Règlements administratifs - Comptabilité publique** : Les primes du contrat devant être payées selon les règlements administratifs en vigueur, les assureurs renoncent à suspendre ou à résilier le contrat si le retard de paiement est dû à la seule exécution des formalités administratives.

INDEXATION DES GARANTIES ET DES FRANCHISES

Les montants des garanties et des franchises évolueront à chaque échéance annuelle proportionnellement à la variation de l'indice de référence mentionné à l'acte d'engagement.

PRESCRIPTION

Conformément à l'article L.114-1 du Code des assurances, toutes actions dérivant d'un contrat d'assurance sont prescrites par deux (2) ans à compter de l'événement qui y donne naissance.

Par exception :

- les actions dérivant d'un contrat d'assurance relatives à des dommages résultant de mouvements de terrain consécutifs à la sécheresse-réhydratation des sols, reconnus comme une catastrophe naturelle dans les conditions prévues à l'article L. 125-1, sont prescrites par cinq (5) ans à compter de l'événement qui y donne naissance.
- la prescription est portée à dix (10) ans dans les contrats d'assurance contre les accidents atteignant les personnes, lorsque les bénéficiaires sont les ayants droit de l'assuré décédé.

Toutefois, ce délai ne court :

- en cas de réticence, omission, déclaration fausse ou inexacte sur le risque couru, que du jour où l'assureur en a eu connaissance ;
- en cas de sinistre, que du jour où les intéressés en ont eu connaissance, s'ils prouvent qu'ils l'ont ignoré jusque-là.

Quand l'action de l'assuré contre l'assureur a pour cause le recours d'un tiers, le délai de la prescription ne court que du jour où ce tiers a exercé une action en justice contre l'assuré ou a été indemnisé par ce dernier.

Conformément à l'article L. 114-2 du code des assurances, la prescription peut être interrompue par une des causes ordinaires d'interruption que sont :

- la demande en justice, même en référé, même portée devant une juridiction incompétente ou annulée par l'effet d'un vice de procédure (article 2241 du Code civil). L'interruption résultant de la demande en justice produit ses effets jusqu'à l'extinction de l'instance (article 2242 du Code civil). En revanche, l'interruption est non avenue si le demandeur se désiste de sa demande ou laisse périmer l'instance, ou si sa demande est définitivement rejetée (article 2243 du Code civil).
- une mesure conservatoire prise en application du Code des procédures civiles d'exécution ou un acte d'exécution forcée (article 2244 du Code civil).
- la reconnaissance par l'assureur du droit à garantie de l'assuré, ou la reconnaissance de dette de l'assuré envers l'assureur (article 2240 du Code civil).

Elle peut également être interrompue dans les cas ci-après :

- la désignation d'experts à la suite d'un sinistre ;
- l'envoi d'une lettre recommandée ou d'un envoi recommandé électronique, avec accusé de réception, adressés par l'assureur au souscripteur en ce qui concerne le paiement de la cotisation ou par l'assuré à l'assureur en ce qui concerne le règlement de l'indemnité.

LA RÉSILIATION DU CONTRAT

MODALITÉS DE RÉSILIATION

- **Par l'assureur** : Envoi d'une lettre recommandée à l'adresse indiquée aux conditions particulières du contrat. Le remboursement de la cotisation sera calculé au prorata temporis en fonction de la date d'effet de la résiliation et de la date d'échéance du contrat. Toutefois, en cas de non-paiement de la cotisation ou en cas de perte totale de la chose assurée résultant d'un événement garanti, la cotisation reste acquise à l'assureur.
- **Par l'assuré** : La notification de la résiliation peut être effectuée, au choix de l'assuré :
 - 1° Soit par lettre (le cachet de la poste faisant foi) ou tout autre support durable ;
 - 2° Soit par déclaration faite au siège social ou chez le représentant de l'assureur ;
 - 3° Soit par acte extrajudiciaire ;
 - 4° Soit, lorsque l'assureur propose la conclusion de contrat par un mode de communication à distance, par le même mode de communication ;
 - 5° Soit par tout autre moyen prévu par le contrat.Le destinataire confirme par écrit la réception de la notification.

RÉSILIATION DU CONTRAT PAR L'ASSURÉ

- **Augmentation de tarif autre que légale ou contractuelle** : L'assuré doit adresser une lettre recommandée ou une déclaration contre récépissé au siège social ou chez un représentant de l'assureur dans les 30 jours suivant la réception de l'avis d'échéance. La résiliation prend effet un mois après notification à l'assureur.
- **Diminution du risque** : Si l'assureur n'accepte pas de diminuer le montant de la prime suite à une diminution du risque, l'assuré a la possibilité de résilier uniquement le contrat concerné. La résiliation est effective 30 jours après la dénonciation par lettre recommandée ou par déclaration contre récépissé au siège social ou chez son représentant.
- **Résiliation après sinistre** : Si le contrat prévoit pour l'assureur la faculté de résilier le contrat après sinistre, il doit également reconnaître à l'assuré le droit de résilier tous les autres contrats souscrits auprès du même assureur. La résiliation prend effet un mois à dater de la notification à l'assureur par lettre recommandée ou par déclaration contre récépissé au siège social ou chez son représentant.
- **Transfert de portefeuille de l'assureur** : L'assuré peut résilier son contrat dans le délai d'un mois suivant la date de publication au Journal Officiel de l'arrêté de transfert de portefeuille.

RÉSILIATION DU CONTRAT SUITE À REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

- **Lors de redressement ou de liquidation judiciaire** : Le contrat d'assurance n'est pas résilié automatiquement. Toutefois, l'administrateur ou le débiteur autorisé par le juge commissaire ou le liquidateur ainsi que l'assureur conservent le droit de résilier le contrat pendant un délai de 3 mois à compter de la date de jugement de redressement ou de liquidation judiciaire.

RÉSILIATION DU CONTRAT PAR L'ASSUREUR

- **Non-paiement des cotisations** : Se reporter au paragraphe « **COTISATION** » des présentes dispositions.
- **Aggravation du risque** : En cours de contrat, l'assureur peut résilier le contrat par lettre recommandée, si le risque présente une aggravation telle que si les circonstances nouvelles avaient été déclarées à la souscription il n'aurait pas accepté la conclusion du contrat. La résiliation prendra effet 10 jours après notification à l'assuré.
- **Omission ou inexactitude non intentionnelle dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat** : Si elle est constatée avant tout sinistre, l'assureur a la possibilité de résilier le contrat dix jours après notification adressée au souscripteur par lettre recommandée.
- **Après sinistre** :
 - la résiliation de l'assureur prend effet un mois après notification à l'assuré.
 - Pour les collectivités soumises aux règles de la Comptabilité Publique, la résiliation interviendra qu'après le délai de 3 mois à compter de la notification à l'assuré par lettre recommandée

RÉSILIATION DU CONTRAT PAR L'ASSUREUR OU PAR L'ASSURÉ

- **Modification ou cessation du risque** : Le contrat d'assurance peut être résilié par chacune des deux parties lorsqu'il a pour objet la garantie de risques en relation directe avec la situation antérieure et qui ne se retrouvent pas dans la situation nouvelle. La résiliation ne peut intervenir que dans les trois mois suivant la date de l'événement. Elle prend effet un mois après notification par lettre recommandée à l'autre partie.
- **Transfert de propriété d'un véhicule à moteur ou d'un bateau de plaisance** : Le contrat est suspendu de plein droit le lendemain à 0 h du jour du transfert de propriété. Il peut être alors résilié par l'assuré et l'assureur 10 jours après notification à l'autre partie.
- **Transfert de propriété d'un bien autre qu'un véhicule à moteur ou un bateau de plaisance** : En cas d'aliénation de la chose assurée, l'assurance continue de plein droit au profit de l'héritier ou de l'acquéreur, à charge pour lui d'exécuter toutes les obligations dont l'assuré était tenu vis-à-vis de l'assureur en vertu du contrat. Toutefois, il est loisible soit à l'assureur, soit à l'héritier ou à l'acquéreur de résilier le contrat. L'assureur peut résilier dans un délai de trois mois à partir du jour où l'attributaire définitif des objets assurés a demandé le transfert de la police à son nom. La résiliation prend effet 10 jours à compter de la date d'envoi de la lettre de résiliation.
- **Echéance annuelle** : Se reporter au paragraphe « DUREE DU CONTRAT » des présentes dispositions.

RÉSILIATION DU CONTRAT DE PLEIN DROIT DANS LES CAS SUIVANTS

- **Perte totale du bien assuré résultant d'un événement non prévu au contrat** : La résiliation prend effet à la date de la perte.
- **Réquisition de la propriété du bien assuré selon les conditions prévues par la législation en vigueur** : Le contrat est résilié à la date de dépossession du bien.
- **Retrait total de l'agrément ou liquidation judiciaire de l'assureur** : La résiliation prend effet quarante jours à compter de la publication au journal officiel du retrait d'agrément.

LES OBLIGATIONS EN CAS DE SINISTRE

DÉCLARATION D'UN SINISTRE

- **Déclaration** : L'assuré s'engage à déclarer à l'assureur, dès qu'il en a eu connaissance, tout sinistre de nature à entraîner la garantie de l'assureur et au plus tard :
 - Dans les 2 jours ouvrés en cas de vol,
 - Dans les 30 jours suivant la publication de l'arrêté interministériel constatant la catastrophe naturelle,
 - Au plus tard dans les 5 jours ouvrés pour tout autre sinistre de nature à entraîner la garantie de l'assureur.
- **Déclaration tardive** : **La déchéance de garantie pour déclaration tardive au regard des délais ci-dessus ne peut être opposée à l'assuré que si l'assureur établit que le retard dans la déclaration lui a causé un préjudice. Elle ne peut être opposée à l'assuré dans tous les cas où le retard est dû à un cas fortuit ou de force majeure.**

PROCÉDURE DE DÉCLARATION DE SINISTRES

- L'assuré doit indiquer à l'assureur la date, le lieu, les circonstances du sinistre, sa nature, ses causes et conséquences connues ou présumées, le montant approximatif des dommages,
- L'assuré doit fournir à l'assureur, dans un délai de 30 jours, un état estimatif détaillé des biens endommagés, détruits, volés et sauvés, certifié sincère et signé,
- L'assuré doit transmettre à l'assureur, dès réception, tous avis, lettres, convocations, assignations ou citations, actes extrajudiciaires ou pièces de procédure concernant le sinistre qui lui sont adressés, remis ou signifiés tant personnellement qu'à ses préposés,
- L'assuré doit prendre toutes les mesures nécessaires pour limiter l'importance du sinistre et sauvegarder les objets assurés,
- L'assuré doit communiquer à l'assureur tous les documents nécessaires à l'expertise,
- L'assuré doit indiquer à l'assureur l'endroit où les dommages peuvent être constatés et ne procéder à aucune réparation avant le passage de l'expert.
- **Procédure en cas de vol** : Aviser immédiatement les autorités locales de police, déposer une plainte au Parquet et aviser l'assureur dans les huit jours en cas de récupération des biens.
- **Exagération des pertes** : **L'assuré sera déchu de tout droit à indemnité dans les cas suivants :**
 - Exagération volontaire du montant des dommages,
 - L'assuré prétend détruits ou disparus des biens n'existant pas,
 - Dissimulation des biens assurés,
 - Falsification des justificatifs,
 - Fausses déclarations intentionnelles sur la nature, les causes, les circonstances ou les conséquences d'un sinistre.

EXPERTISE

- **Evaluation de gré à gré** : Le montant des dommages est évalué de gré à gré. L'assuré et l'assureur s'entendent sur l'estimation des pertes et sur l'indemnisation qui en résulte. En cas d'échec, les dommages sont estimés par une expertise amiable contradictoire.
- **Expertise amiable contradictoire** : Chacune des parties choisit un expert. En cas de désaccord, ils s'adjoignent un troisième expert. Les trois experts opèrent en commun et à la majorité des voix. L'assureur et l'assuré paient les frais et honoraires de leur propre expert et s'il y a lieu la moitié des honoraires du troisième expert.

DÉLAI DE RÈGLEMENT DE L'INDEMNITÉ

- **Tous sinistres autres que catastrophe naturelle** : Le paiement de l'indemnité est versé dans un délai de 30 jours à compter de la date d'accord entre l'assuré et l'assureur ou de la décision judiciaire devenue exécutoire.
- **Sinistre catastrophe naturelle** : Le délai d'indemnisation est de 3 mois à compter de la date de remise de l'état estimatif des biens endommagés ou des pertes subies ou de la date de la publication de l'arrêté si elle est postérieure.

AVANCE SUR INDEMNITÉ DE SINISTRE

Pour tout sinistre garanti, l'assureur s'engage à mandater un expert dans un délai maximum de 15 jours après réception de l'avis de sinistre. Les experts devront rédiger un rapport dans un délai de 60 jours fixant l'indemnité provisoire à compter de la réception de l'état définitif des pertes. L'assureur versera alors un acompte prévisionnel de 50 % de cette indemnité dans un délai de 30 jours. Tout dépassement de ces délais entraînera des intérêts de retard calculés par jour calendaire aux taux fixés par la Banque de France.

FRANCHISE PAR SINISTRE

Les dommages frappant simultanément plusieurs biens et ayant la même origine constituent un seul et même sinistre. Les franchises prévues aux Conditions particulières s'entendent alors par événement générateur quel que soit la localisation ou le nombre de biens affectés par ce même sinistre.

SUBROGATION

L'assureur est subrogé, jusqu'à concurrence de l'indemnité payée par lui, dans les droits et actions de l'assuré contre tous responsables du sinistre.

Si la subrogation ne peut plus s'opérer en faveur de l'assureur du fait de l'assuré, alors la garantie cesse d'être engagée dans la mesure où aurait pu s'engager cette subrogation.

L'assureur peut renoncer à exercer son recours contre un éventuel responsable. Mais, si le responsable est assuré, l'assureur pourra exercer son recours, contre l'assureur du responsable, dans la limite de cette assurance.

LES DISPOSITIONS DIVERSES

COASSURANCE

Si le contrat est souscrit en coassurance, en cas de retrait d'un des coassureurs, les autres coassureurs s'engagent à se répartir la quote-part proportionnellement à leur engagement.

COMMUNICATION DES STATISTIQUES SINISTRES ANNUELLES

Les statistiques sinistres annuelles seront transmises à l'assuré par l'assureur ou son intermédiaire dans le délai de 6 mois suivant chaque échéance annuelle du contrat.

Elles indiqueront obligatoirement :

- le coût total des sinistres réglés par l'assureur,
- le montant de la franchise,
- le coût des honoraires d'experts,
- le montant des recours exercés par l'assureur auprès de tiers responsables.

LITIGES

Préalablement à tout recours juridictionnel, en cas de litige non résolu entre l'assuré et l'assureur, le Comité Consultatif de Règlement Amiable des Litiges pourra être saisi, soit par le représentant légal de l'assuré, soit par l'assureur.

DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ÉTRANGER

L'unité de compte du marché est l'euro.

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance relative à ce contrat doivent être rédigés par écrit, en caractères apparents, en français.

Il est demandé au candidat de fournir l'agrément l'autorisant à exercer en France. Ces preuves doivent être fournies en photocopies accompagnées d'une traduction garantie réelle et conforme.

LES DÉFINITIONS DES TERMES DU CONTRAT

Les définitions du présent chapitre s'appliquent à l'ensemble des garanties du contrat.

ABORDS IMMÉDIATS

Le terrain occupé par l'assuré aux lieux indiqués aux conditions particulières ainsi que tous lieux situés autour des locaux assurés ou renfermant des biens assurés.

ASSURÉ

Le souscripteur désigné au contrat.

BÂTIMENTS

(Voir "Immeubles")

BIENS SQUATTÉS

Immeubles occupés par des personnes sans titre ou sans droit, présentes dans les lieux à l'insu de l'assuré pendant au moins 72 heures.

CONTENU

(Voir "Meubles")

DÉPENDANCES

Locaux (tels que remises, caves, greniers, réserves, débarras ou garages) sans communication intérieure et privée avec les locaux principaux (magasins, ateliers et bureaux).

DÉTÉRIORATIONS IMMOBILIÈRES

Détériorations extérieures et/ou intérieures causées à l'immeuble et notamment aux dispositifs de fermeture à l'occasion d'un vol, d'une tentative de vol ou d'un acte de vandalisme dans les bâtiments assurés.

DOMMAGE CORPOREL

Toute atteinte à l'intégrité physique subie par une personne.

DOMMAGES IMMATÉRIELS CONSÉCUTIFS

Tout préjudice pécuniaire qui est la conséquence directe de dommages corporels ou matériels assurés résultant, soit de la privation de jouissance d'un droit, soit de l'interruption d'un service rendu par une personne ou par un bien meuble ou immeuble, soit de la perte d'un bénéfice ou d'une exploitation.

DOMMAGES IMMATÉRIELS NON CONSÉCUTIFS

Tout préjudice autre qu'un dommage corporel et/ou matériel et qui n'est pas la conséquence d'un dommage corporel et/ou matériel garanti.

DOMMAGES MATÉRIELS

Toute détérioration ou toute destruction subie par une chose ou toute atteinte à l'intégrité physique subie par un animal domestique.

ENZOOTIE

Développement et propagation d'une maladie infectieuse frappant simultanément une ou plusieurs espèces animales dans une région donnée.

ÉPIDÉMIE

Développement et propagation d'une maladie infectieuse frappant simultanément un grand nombre de personnes dans une région donnée.

ÉPIZOOTIE

Développement et propagation d'une maladie infectieuse frappant simultanément une ou plusieurs espèces animales sans limitation géographique.

ESPÈCES ET VALEURS

Espèces monnayées, titres de toute sorte, billets de banque, effets de commerce, timbres postes, chèques, vignettes, chèques restaurant, titres de transport, timbres fiscaux etc....

Exclusions :

Les timbres postes de collection

FRANCHISE

Partie des dommages restant toujours à la charge de l'assuré en cas de sinistre.

IMMEUBLES

Les constructions et toutes leurs annexes, y compris les dépendances attenantes.

Les embellissements, aménagements et installations, intérieurs et extérieurs, réputés immeubles et notamment les installations de chauffage, de climatisation, de téléphone, de distribution d'eau, de gaz, d'électricité ou de combustibles, les installations d'ascenseurs ainsi que les installations photovoltaïques.

Les murs d'enceinte et les clôtures attenantes à un bâtiment assuré.

IMMEUBLE DE GRANDE HAUTEUR

Constitue un immeuble de grande hauteur tout corps de bâtiment dont le plancher bas du dernier niveau est situé, par rapport au niveau du sol le plus haut utilisable pour les engins des Services Publics de Secours et de Lutte contre l'Incendie :

- à 50 mètres pour les immeubles à usage d'habitation,
- à plus de 28 mètres pour tous les autres immeubles (immeubles à usage mixte).

IMMEUBLE VOUE À LA DÉMOLITION

Est un immeuble voué à la démolition tout immeuble totalement inoccupé, de manière définitive et pour lequel il a été décidé de manière certaine de procéder à sa démolition.

INDICE

Valeur de référence destinée à actualiser les garanties, les franchises et la cotisation du contrat.

LIMITATION CONTRACTUELLE D'INDEMNITÉ

L'indemnité maximale qui pourra être versée par l'assureur en cas de sinistre quel que soit le nombre de bâtiments sinistrés et leur contenu, tous événements et toutes garanties confondues y compris les frais et pertes et les assurances de responsabilités (risques locatifs, responsabilités à l'égard des locataires, des propriétaires ou occupants et recours des voisins et des tiers).

LIVRAISON

- Soit la remise effective par l'assuré à autrui d'un produit, à titre définitif ou provisoire et même en cas de réserve de propriété, dès lors que cette remise donne au nouveau détenteur du produit le pouvoir d'en user hors de toute intervention de la part de l'assuré ou de celles de vos préposés.
- Soit la remise effective par autrui à l'assuré d'un produit.

MARCHANDISES

Tous objets, animaux ou récoltes destinés à être transformés ou vendus (matière premières, produits semi-ouvrés, produits finis) ainsi que les approvisionnements et les emballages se rapportant à l'activité professionnelle qui appartiennent à l'assuré ou lui sont confiés à quelque titre que ce soit et qui sont détenus à l'intérieur des locaux assurés (ou déposés à leurs abords immédiats dans le cadre de la garantie Incendie-risques annexes exclusivement).

MATÉRIAUX DURS

Sont considérés notamment matériaux durs :

- Pour la construction : pierres, moellons, briques, ciment, parpaings de mâchefer, pisé de mâchefer, fer,
- Pour la couverture : ardoises, tuiles, métaux, vitrages, terrasses de béton, fibrociment, amiante-ciment, shingles.

MATÉRIELS

Ensemble des objets, instruments, machines utilisés pour les besoins de l'activité de l'assuré.

MATÉRIEL D'ENTRETIEN

Ensemble des matériels et objets appartenant à l'assuré et destinés à l'entretien des immeubles et des espaces extérieurs (cours, jardins).

Exclusions :

Les engins immatriculés destinés à l'entretien des espaces extérieurs (balayeuses, moto laveuses)

MEUBLES

Ensemble des biens contenus dans les bâtiments garantis, mobiliers, matériels, marchandises et dont l'assuré est propriétaire, locataire ou détenteur à quelque titre que ce soit.

Exclusions :

- **Les véhicules terrestres à moteur soumis à l'obligation d'assurance et le matériel de jardinage auto-porté,**
- **Les caravanes,**
- **(Sauf éventuellement pour les dommages résultant d'un vol) les espèces, chèques, titres de toutes natures et en général toutes valeurs similaires, timbres, monnaies et médailles.**

MISE HORS D'EAU

Un bâtiment mis hors d'eau est un bâtiment dont les ouvrages de couverture d'étanchéité et de pose de baies extérieures (pleines ou vitrées) sont achevés.

OBJETS DE VALEUR – ŒUVRES D'ART

- Bijoux, pierres précieuses et perles fines, orfèvrerie et argenterie, objets en matière ou métaux précieux, fourrures, étoffes et dentelles anciennes, livres, manuscrits et autographes d'une valeur unitaire ≥ 750 €
- Armes, médailles, instruments de musique et scientifiques, tapisseries d'une valeur unitaire ≥ 2.500 €
- Collections autres que timbres et numismatiques d'une valeur globale ≥ 1.500 €
- Tableaux, dessins, estampes, gravures, sculptures et autres objets d'art, autres objets mobiliers ayant une valeur unitaire ≥ 15.000 € ou, s'ils constituent un ensemble, une valeur globale ≥ 50.000 €.

Exclusions :

Les espèces monnayées, les titres de toute nature et les collections de timbres.

PANDÉMIE

Développement et propagation d'une maladie infectieuse frappant simultanément un grand nombre de personnes sur un vaste territoire et qualifiée de pandémie par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et/ou par les autorités publiques compétentes du pays où se produit le sinistre.

PRÉJUDICE ÉCOLOGIQUE

Atteinte non négligeable aux éléments ou aux fonctions des écosystèmes ou aux bénéfices collectifs tirés par l'homme de l'environnement.

SINISTRE

Réalisation du risque prévu et garanti par le contrat.

SUPERFICIE DÉVELOPPÉE

Superficie obtenue en totalisant l'ensemble des superficies de chaque niveau de l'immeuble, y compris le rez-de-chaussée et compte tenu de l'épaisseur des murs. Les caves, sous-sols, combles, greniers, garages et toutes les dépendances en général ne sont comptés que pour la moitié de leur superficie.

Attention, les parkings d'immeubles collectifs comme ceux de parcs de stationnement sont à comptabiliser pour la totalité de leur surface.

TIERS

Toutes personnes autres que l'assuré.

VALEUR D'USAGE

La valeur d'usage correspond à la valeur de remplacement du bien à la date du sinistre en déduisant la vétusté du bien.

VÉTUSTÉ

Dépréciation du bien par rapport à un bien neuf identique du fait de son âge, de son utilisation.

LES EXCLUSIONS GÉNÉRALES

En complément des exclusions prévues dans les définitions, ne sont jamais garantis :

LES CONSÉQUENCES DE LA GUERRE CIVILE OU ÉTRANGÈRE

Les dommages et pertes occasionnés par la guerre civile ne sont pas garantis au titre du contrat. Il appartient à l'assureur qui refuse sa garantie d'apporter la preuve que ces événements sont à l'origine du sinistre.

Les dommages et pertes occasionnés par la guerre étrangère ne sont pas couverts par le contrat. L'assuré doit prouver que le sinistre résulte d'un fait autre que le fait de guerre étrangère.

LE FAIT INTENTIONNEL DE L'ASSURÉ

Sont exclus les pertes et dommages intentionnellement causés ou provoqués par l'assuré ou avec sa complicité, ainsi que par les mandataires sociaux de l'assuré lorsqu'il s'agit d'une personne morale.

- En assurance de chose, le caractère de la faute intentionnelle s'apprécie à l'égard de l'assureur qui doit en apporter la preuve.
- En assurance de responsabilité, la notion de faute intentionnelle s'apprécie à l'égard des tiers.

LES AMENDES, ASTREINTES ET PÉNALITÉS DE RETARD

Sont exclus les amendes, astreintes et pénalités de retard qui ne relèvent pas du droit des assurances.

LES SOURCES DE RAYONNEMENTS IONISANTS

Sont exclus les dommages ou l'aggravation des dommages causés par toute source de rayonnements ionisants (en particulier tout radio-isotope) utilisée ou destinée à être utilisée hors d'une installation nucléaire et dont l'assuré ou toute personne dont il répond a la propriété, la garde ou l'usage ou dont il peut être tenu pour responsable du fait de sa conception, de sa fabrication ou de son conditionnement.

LES DOMMAGES D'ORIGINE NUCLÉAIRE OU ATOMIQUE

Sont exclus les dommages ou l'aggravation des dommages causés par :

- Des armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome,
- Tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou toute autre source de rayonnements ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire ou trouvent leur origine dans la fourniture de biens ou de services concernant une installation nucléaire à l'étranger ou frappant directement une installation nucléaire.

LE VICE PROPRE DE LA CHOSE

Sont exclus les dommages autres que ceux d'incendie ou d'explosion causés aux objets assurés et provenant d'un vice propre, d'un défaut de fabrication, de leur fermentation ou oxydation lente.

PANDÉMIE, ÉPIDÉMIE, ÉPIZOOTIE, ENZOOTIE

Sont exclus les dommages résultant d'une pandémie, d'une épidémie, d'une épizootie, ou d'une enzootie.

LES GARANTIES DU CONTRAT

DOMMAGES AUX BIENS

LES DÉFINITIONS DES TERMES DU CONTRAT

LES DÉFINITIONS DES GARANTIES

LES DÉFINITIONS DES TERMES DU CONTRAT

ARCHIVES ET DOCUMENTS

Ensemble des pièces, dossiers, registres, plans, livres comptables dont l'assuré est propriétaire ou détenteur et qui sont situés dans un bâtiment assuré.

Exclusions :

Les fichiers, les programmes et tous autres supports informatiques.

BIENS ASSURÉS

L'ensemble des bâtiments et mobiliers objet du présent contrat (voir "Immeubles" et "Meubles").

BIENS EXTÉRIEURS - MOBILIERS URBAINS ET EDIFICES RURAUX

Biens et monuments de toutes natures appartenant à l'Assuré installés à l'extérieur des bâtiments désignés au présent contrat, fixés au sol ou attachés à un bien fixé au sol qui ne peuvent être retirés sans être endommagés ou sans détériorer la partie d'un bien fixé au sol à laquelle ils sont attachés.

Il s'agit notamment des bassins, installations d'éclairage, de signalisation, d'information (panneaux électroniques), bornes de recharge pour véhicules électriques, jeux d'enfants, installations sportives et en général tous biens mobiliers situés à l'extérieur ainsi que les édifices publics de toutes sortes, monuments aux morts, columbarium, statues, fontaines, abris bus, vitrés ou non.

BIENS TEMPORAIREMENT EN DEHORS DU LIEU DE L'ASSURANCE

Biens appartenant à l'assuré et se trouvant temporairement chez un tiers ou dans des locaux non désignés au contrat dans la mesure où ces biens sont entreposés dans un bâtiment clos et couvert.

COUP DE MER OU « MARÉE DE TEMPÊTE »

Conjonction de l'effet du vent de tempête et de l'action de la mer, aidée par une surcote marine éventuelle, impliquant la submersion des côtes basses par des déferlantes.

OUVRAGES D'ART ET DE GÉNIE CIVIL

Ouvrages d'art : les ponts, les couvertures de cours d'eau, les viaducs, les passerelles, les tunnels routiers et ferroviaires, les passages souterrains, les réservoirs et châteaux d'eau.

Demeurent exclus : les barrages, les digues, les structures de téléphériques, des télésièges et des remonte-pentes, ainsi que les murs de soutènement ne constituant pas l'accessoire d'un bâtiment.

Génie civil : les usines de traitement et de distribution d'eau, de résidus urbains, de déchets industriels et d'effluents, les cheminées industrielles, les réfrigérants, les unités de stockage (silos, cuves, réservoirs et citernes), les ouvrages du réseau routier et autoroutier.

Demeurent exclus : les centrales énergétiques, les ouvrages d'installations minières, les plates-formes en mer, les couches d'usure du réseau routier et autoroutier, les barrières ou glissières de sécurité du réseau routier et autoroutier, les pistes d'aéroports et d'aérodromes, les installations portuaires ou maritimes, les VRD non privatives.

VALEUR À NEUF

En cas de sinistre et quel que soit le péril occasionnant les dommages, les bâtiments, les mobiliers et les matériels garantis seront indemnisés en valeur à neuf. Ces biens seront estimés sur la base d'une valeur à neuf égale à la valeur de reconstitution, de reconstruction ou de remplacement à l'identique au prix du neuf au jour du sinistre sans pouvoir toutefois dépasser leur valeur d'usage majorée du tiers de la valeur de reconstitution, de reconstruction ou de remplacement.

La reconstruction des bâtiments pourra, le cas échéant et en cas de nécessité absolue, s'effectuer en un autre lieu que l'emplacement des bâtiments sinistrés. Elle aura lieu, sauf impossibilité, dans un délai de deux ans à compter de la date du sinistre.

La partie valeur à neuf de l'indemnité sera réglée sur présentation des factures.

Exclusions :

La valeur à neuf n'est pas applicable sur :

- **Le linge, les effets d'habillement, les bijoux, pierreries, perles fines, métaux précieux, tableaux, collections, les marchandises de toute nature, les matériels et objets démodés ou pratiquement irremplaçables,**
- **Les supports d'information (modèles, moules, dessins, archives, clichés, microfilms, fichiers, programmes et tous supports informatiques),**
- **Les appareils, machines, moteurs électriques et électroniques et leurs accessoires ainsi que sur les canalisations électriques,**
- **Le mobilier contenu dans les caves, garages, sous-sol et grenier.**

LES DÉFINITIONS DES GARANTIES

INCENDIE ET RISQUES ANNEXES

INCENDIE – EXPLOSION – FOUDRE – FUMÉE

INCENDIE

La garantie a pour objet la réparation des dommages matériels causés aux biens assurés par toute combustion avec flammes en dehors d'un foyer normal.

La garantie du contrat est étendue aux conséquences des dommages causés par les secours et les mesures de sauvetage ainsi qu'à la perte ou la disparition des objets assurés survenue pendant l'incendie à moins que l'assureur ne prouve que cette perte ou cette disparition est provenue d'un vol.

La garantie Incendie est étendue aux dommages causés aux câbles de téléphone, de télévision, d'électricité et de télécommande appartenant à l'assuré ou au concessionnaire reconnu par lui.

Exclusions :

- Les dommages d'ordre électrique (garantis de manière spécifique le cas échéant).
- Les dommages aux véhicules terrestres à moteur.
- Le vol des biens assurés survenus pendant un incendie.
- Les dommages à toutes les canalisations enterrées dont l'accès nécessite des travaux de terrassement.
- Les dommages causés par des explosifs volontairement détenus par l'assuré, sauf feux d'artifice.
- Les excès de chaleur.
- Les dommages causés par la seule action de la chaleur ou d'une substance incandescente s'il n'y a pas eu combustion avec flammes ou embrasement.

EXPLOSION

La garantie a pour objet la réparation des dommages matériels causés aux biens assurés, y compris par projection ou retombée, par l'action subite et violente de la pression ou de la dépression de gaz, de vapeur, de liquides ou de matières pulvérulentes.

Sont également couverts les coups d'eau, encore appelés coups de bélier, des appareils à vapeur.

Exclusions :

- Les dommages causés aux moteurs, compresseurs, transformateurs, aux objets et structures gonflables par leur propre explosion ainsi que les déformations sans rupture causées aux récipients ou réservoirs par explosion ou implosion ayant pris naissance à l'intérieur de ceux-ci.
- Les crevasses et fissures aux appareils de chauffage dues aux coups de feu (excès de chaleur dû à une insuffisance de l'alimentation ou de la circulation de l'eau) et à l'usure.
- Les dommages causés par des explosifs volontairement détenus par l'assuré, sauf feux d'artifice.
- Les dommages causés par la pression d'un gaz ou d'un fluide introduit volontairement dans une installation à l'occasion d'essais.

FOUDRE

La garantie a pour objet la réparation des dommages matériels causés par la chute directe de la foudre sur les biens assurés.

FUMÉE

Le contrat a pour objet la réparation des dommages matériels aux biens assurés causés par les fumées suite à :

- un incendie,
- une défectuosité soudaine et imprévue d'un appareil de chauffage ou de cuisine relié à une cheminée par un conduit de fumée et se trouvant dans les bâtiments assurés.

Exclusions :

Les dommages provenant de foyers extérieurs ainsi que d'appareils industriels autres que les appareils de chauffage ou de cuisine.

EXCLUSIONS COMMUNES :

- **Les dommages subis par les appareils, machines, moteurs électriques ou électroniques et leurs accessoires ainsi que les canalisations électriques à moins qu'ils ne soient causés par l'explosion ou l'incendie d'un objet voisin.**
- **Les dommages autres que ceux d'incendie ou d'explosion causés aux objets assurés et provenant d'un vice propre, d'un défaut de fabrication, de leur fermentation ou oxydation lente (seules les pertes dues à la combustion vive, c'est-à-dire avec flammes sont couvertes).**
- **Les dommages aux bâtiments en cours de démolition ainsi que ceux non remis volontairement en état à la suite d'un sinistre précédent.**
- **Les espèces et valeurs à moins qu'ils ne soient conservés dans un coffre réfractaire agréé ou certifié par l'APSAD.**
- **Les dommages affectant les biens squattés, les immeubles frappés d'alignement ou voués à la démolition.**

CHOC D'UN VÉHICULE TERRESTRE

La garantie a pour objet la réparation des dommages matériels directs causés aux biens assurés par le choc d'un véhicule terrestre à moteur ou sans moteur, appartenant à autrui identifié ou non. La garantie est subordonnée au dépôt d'une plainte par l'assuré auprès des services de gendarmerie ou de police.

Exclusions :

- **Les dommages occasionnés par les véhicules dont l'assuré ou le locataire des locaux endommagés est propriétaire ou usager.**
- **Les dommages causés au véhicule lui-même et son contenu.**
- **Les dommages causés aux espaces verts.**
- **Les dommages affectant les immeubles frappés d'alignement ou voués à la démolition.**

CHUTE D'APPAREILS DE NAVIGATION AÉRIENNE ET D'ENGINS SPATIAUX

La garantie a pour objet la réparation de tous les dommages matériels causés par le choc ou la chute sur les biens assurés de tout ou partie d'appareils de navigation aérienne et d'engins spatiaux ou d'objets tombant de ceux-ci.

Exclusions :

Les dommages affectant les immeubles frappés d'alignement ou voués à la démolition.

FRANCHISSEMENT DU MUR DU SON

La garantie a pour objet la réparation des dommages matériels dus au franchissement du mur du son par un appareil de navigation aérienne.

Exclusions :

- **Les dommages affectant les immeubles frappés d'alignement ou voués à la démolition.**

ATTENTATS ET ACTES DE TERRORISME

Conformément à l'article L126-2 du Code des assurances, sont garantis les dommages matériels directs, causés par un attentat ou un acte de terrorisme (tel que défini par les articles 421-1 et 421-2 du Code pénal) aux biens assurés.

La garantie couvre également les frais de décontamination et la réparation des dommages immatériels consécutifs à ces dommages.

CATASTROPHES NATURELLES

Par application de la Loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 (JO du 14 juillet 1982) codifiée par l'article 1 du décret n° 85-863 du 2 août 1985 (JO du 15 août 1985) et des articles L 125-1 et suivants du Code des Assurances, la présente assurance a pour objet de garantir à l'Assuré la réparation des dommages matériels directs non assurables subis par les biens assurés résultant des effets des catastrophes naturelles, dont ceux des affaissements de terrains dus à des cavités souterraines et à des marnières.

Il s'agit de garantir les biens assurés contre les effets de l'intensité anormale d'un agent naturel, ou également, pour les mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols, des effets de la succession anormale d'événements de sécheresse d'ampleur significative.

Mise en jeu de la garantie : la garantie est mise en jeu après publication au Journal Officiel de la République Française d'un arrêté interministériel qui détermine les zones et les périodes où s'est située la catastrophe ainsi que la nature des dommages résultant de celle-ci.

Étendue de la garantie : la garantie couvre le coût des dommages matériels directs subis par les biens garantis, à concurrence des limites et conditions prévues par le contrat.

Franchise : le montant de la franchise est fixé par arrêté interministériel. La franchise s'entend par événement.

Exclusions :

- **Les dommages résultant de l'exploitation passée ou en cours d'une mine.**
- **Les dommages affectant les immeubles frappés d'alignement ou voués à la démolition.**

ÉMEUTES ET MOUVEMENTS POPULAIRES

La garantie a pour objet la réparation des dommages matériels causés aux biens de l'assuré par un événement garanti, à concurrence des capitaux assurés et avec application de la franchise prévue au titre de la garantie mise en jeu lors d'émeutes, de mouvements populaires.

Exclusions :

- **Les dommages affectant les biens squattés, les immeubles frappés d'alignement ou voués à la démolition.**

ÉVÉNEMENTS NATURELS

La garantie a pour objet la réparation des dommages matériels causés aux biens assurés directement par l'action directe :

- Du vent ou du choc d'un corps renversé ou projeté par le vent,
- Du choc mécanique de la grêle,
- Du poids de la neige ou de la glace accumulée sur les toitures,
- Les glissements et affaissements de terrain,
- Le ruissellement des eaux,
- Les inondations non reconnues comme catastrophes naturelles,

lorsque ces phénomènes ont une intensité telle qu'ils détruisent ou détériorent un certain nombre de bâtiments de bonne construction dans la commune du risque sinistré ou dans les communes avoisinantes.

En cas de besoin, l'assureur pourra demander à l'assuré, à titre de complément de preuve, une attestation de la station de la météorologie nationale la plus proche.

La garantie est étendue :

- Aux volets, persiennes, gouttières, chenaux, stores, châssis ouvrants vitrés (type VELUX), éléments ou parties vitrés de construction ou de couverture, panneaux solaires, antennes de radio et de télévision appartenant à l'assuré lorsque le bris est accompagné d'une destruction même partielle du bâtiment,
- Aux préaux des écoles, tribunes et bâtiments non entièrement clos, construits en dur,
- Aux bâtiments couverts en matériaux légers (y compris toile, bâche, chapiteaux, bulles, etc.) lorsque ces installations répondent aux règles de l'art et qu'elles ont été conçues et réalisées par une entreprise qualifiée.
- A la réparation des dommages de mouille causés par la pluie, la neige ou la grêle à l'intérieur des bâtiments endommagés par un sinistre garanti qualifié "Tempête", "Grêle" ou "Neige" lorsqu'ils se produisent dans le délai de 72 heures suivant le moment de la destruction à l'origine de ces dommages.

Commentaire : Il appartient à l'assuré de prendre des mesures afin de limiter les dommages (bâchage de la toiture par exemple).

Exclusions :

- **Les dommages résultant d'un défaut de réparations ou d'entretien incombant à l'assuré sauf cas de force majeure.**
- **Les biens mobiliers entreposés à l'extérieur des bâtiments.**
- **Les dommages occasionnés aux bâtiments clos au moyen de toiles ou de bâches ou dont la construction ou la couverture comporte, en quelque proportion que ce soit, les matériaux suivants : carton ou feutre bitumés, toile ou papier goudronnés, feuille ou film de matière plastique, non fixés sur panneaux ou voligeage jointifs selon les règles de l'art.** Toutefois, sont garantis les dommages aux bâtiments et à leur contenu occasionnés par le poids de la neige accumulée sur les toitures ou par la grêle sur les toitures dans le cas de bâtiments dont seuls les murs comporteraient des matériaux visés ci-dessus.
- **Les dommages de mouille et ceux occasionnés par le vent aux bâtiments non entièrement clos et couverts et à leur contenu.**
- **Les dommages occasionnés par le vent aux constructions dont les éléments porteurs ne sont pas ancrés selon les règles de l'art dans les fondations, des soubassements ou dés de maçonnerie, ainsi que les dommages au contenu de telles constructions.**
- **Les dommages causés par le vent aux bâtiments en cours de réparation ou de démolition.**
- **Les dommages occasionnés par le vent, la neige et/ou la grêle aux bâtiments en cours de construction.**
- **Les dommages affectant les biens squattés, les immeubles frappés d'alignement ou voués à la démolition.**

DÉGÂTS DES EAUX - GEL

DÉGÂTS DES EAUX

La garantie a pour objet la réparation des dommages matériels causés aux biens assurés :

- Par toutes fuites, ruptures, débordements ou refoulements :
 - De conduites non enterrées d'adduction ou de distribution d'eau chaude ou froide,
 - D'évacuation des eaux pluviales, ménagères ou de vidange,
 - De chéneaux et gouttières,
 - Des installations de chauffage central,
 - De récipients et des appareils à effet d'eau.
- Par rupture accidentelle, débordement ou engorgement d'égouts **sauf en cas de mauvaise conception du réseau.**
- Par toutes infiltrations accidentelles au travers de toutes toitures, terrasses, balcons, murs, façades et systèmes d'ouvertures des bâtiments (portes et fenêtres fermées) qu'il s'agisse de pluie, de neige ou de grêle.
- Par fuites d'eau accidentelles provenant des installations d'extincteurs automatiques.
- Par toutes infiltrations accidentelles par les joints d'étanchéité aux pourtours des installations sanitaires et au travers des carrelages.

La garantie est étendue :

Aux dommages matériels causés accidentellement aux biens assurés par tout fluide,

Commentaire : L'assuré a obligation de maintenir ses installations d'eau ainsi que les toitures de ses bâtiments en bon état d'entretien.

Exclusions :

- (sauf recours possible de l'assureur contre un tiers responsable) **les dommages occasionnés par l'entrée d'eau par les gaines et conduits de l'immeuble (aération, ventilation, fumées).**
- (sauf recours possible de l'assureur contre un tiers responsable) **les dommages dus à la condensation ou à l'humidité des locaux sauf s'ils sont la conséquence d'un sinistre garanti excepté en cas de gel.**
- **Les frais de réparation, de dégorgement ou de remplacement des conduites, robinets et autres appareils des installations d'eau et de chauffage à l'origine du sinistre.**
- **Les frais de réparation de la couverture ou de la façade de l'immeuble sauf en cas de recherches de fuites ou d'infiltrations.**
- **Les dommages résultant d'un défaut d'entretien ou de réparations indispensables incombant à l'assuré sauf cas de force majeure.**
- **Les dommages causés par les infiltrations, refoulements ou débordements de canalisations ou d'égouts résultant d'un défaut permanent d'entretien, d'un manque de réparation indispensable, de l'usure ou de l'insuffisance notoire du réseau ou des installations auxquelles il n'a pas été remédié dans le délai d'un mois à compter du jour où l'assuré en a eu connaissance, sauf cas fortuit ou de force majeure.**
- **Les dommages subis par les conduites, appareils fixes à effet d'eau ou de vapeur ou de chauffage situés à l'extérieur des bâtiments.**
- **Les dommages causés par les inondations, les raz de marée, les marées, les débordements de source, cours d'eau et généralement par la mer et les autres plans d'eau.**
- **Les dégâts subis ou occasionnés par les barrages, châteaux d'eau, réservoirs et réseaux de distribution d'eau.**
- **Les dommages affectant les biens squattés, les immeubles frappés d'alignement ou voués à la démolition.**

GEL

La garantie du contrat a pour objet, à la condition que les dommages surviennent à l'intérieur d'un bâtiment normalement chauffé, la réparation :

- Des dommages causés aux biens assurés par le gel (conduites et appareils),
- Des dommages de bris directement provoqués par le gel de tous liquides,
- Du remplacement des liquides perdus à la suite de gel,
- Des frais de dégellement des installations.

Commentaire : L'assuré doit vidanger les installations de chauffage en période d'hiver, si le chauffage est coupé pour plusieurs jours et si aucun produit anti-gel ne protège l'installation.

Exclusions :

- **Les dommages causés aux conduites et appareils situés à l'extérieur des bâtiments.**

FRAIS DE RECHERCHE DE FUITES

Frais engagés par l'assuré pour rechercher la cause d'un sinistre garanti au contrat et pour la remise en état des biens immobiliers endommagés par cette recherche.

Exclusions :

- **Les frais de réparation des conduites, des installations et des appareils à l'origine de la fuite.**

VOL - VANDALISME

VOL

La garantie a pour objet la réparation des dommages causés par des détériorations mobilières ou immobilières, la disparition, la détérioration, la destruction d'un bien garanti appartenant à l'assuré, à la suite d'un vol ou d'une tentative de vol commis dans un immeuble garanti ou en tous lieux s'il s'agit d'une agression commise sur une personne dans les circonstances suivantes :

- Effraction, escalade,
- Usage de fausses clés ou autres instruments pouvant être frauduleusement employés,
- Pénétration et maintien clandestin dans les lieux,
- Pénétration par ruse,
- Agression
- Meurtre ou tentative de meurtre.

La garantie du contrat est étendue aux dommages causés à l'installation d'alarme et au coffre-fort du fait de détérioration ou d'enlèvement.

VANDALISME

La garantie a pour objet la réparation des dégradations, destructions et détériorations touchant les biens assurés se produisant à l'intérieur des locaux assurés dans les circonstances suivantes :

- Effraction, escalade, usage de fausses clés ou autres instruments pouvant être frauduleusement employés,
- Pénétration et maintien clandestin dans les lieux,
- Pénétration par ruse,
- Agression,
- Meurtre ou tentative de meurtre.

Exclusions :

- **Les vols, tentatives de vol et actes de vandalisme :**
 - commis par les préposés de l'assuré à moins qu'ils ne soient commis en dehors des heures de travail ou de service et exclusivement avec effraction ou violence,
 - commis avec la complicité de l'assuré ou des membres de sa famille,
 - commis dans un bâtiment en cours de construction, squatté, un immeuble frappé d'alignement ou voué à la démolition.
- Les vols ou les actes de vandalisme résultant d'une négligence telle que clés laissées sur la porte ou absence de changement de serrures en cas de perte ou de vols de clés
- Les objets de valeur laissés dans les caves, sous-sol, dépendances et greniers.
- Les vols ou les actes de vandalisme commis en cas d'absence lorsque les moyens de protection et tous les moyens de fermeture n'ont pas été utilisés.
- Les tags et graffitis à l'extérieur des bâtiments assurés.
- Le vandalisme extérieur.
- Les espèces monnayées, timbres fiscaux, titres de toute nature, collection de timbres.
- Les biens extérieurs et le mobilier urbain.

VOL DE FONDS ET DE VALEURS

La garantie a pour objet de prendre en charge :

- A l'intérieur des locaux, le vol de fonds, titres et valeurs dans la mesure où ils sont enfermés dans un meuble fermé à clé ou dans un coffre-fort fermé et dès lors qu'il y a eu effraction de ces meubles ou coffre-fort, enlèvement de ces derniers hors des bâtiments assurés avec effraction de l'immeuble,
- A l'extérieur des locaux, le vol des fonds, titres et valeurs au cours de déplacement dès lors qu'il y a agression avec violence ou menace ou provoqué par un événement de force majeure (malaise, perte de connaissance, accident de la circulation).
- Le détournement de fonds commis par les personnes chargées du transport, au préjudice de l'assuré.

Exclusions :

- **Le vol des fonds lorsque le transport est effectué par une personne ayant la qualité de régisseur de recette.**

BRIS DE GLACES

La garantie a pour objet la réparation des dommages accidentels causés à tous produits verriers ou similaires, les vitrages d'ouvertures, vitrages intérieurs et extérieurs des immeubles assurés, y compris ceux pouvant former la construction ou la couverture de ceux-ci, ainsi qu'à ceux incorporés au mobilier se trouvant dans les bâtiments garantis ainsi que tous matériaux remplissant les mêmes fonctions, les vitraux, les enseignes lumineuses, les vitrages des panneaux solaires thermiques ou photovoltaïques, les marbres (sauf ceux utilisés en revêtement de sol), faisant partie des biens immobiliers et mobiliers assurés.

Sont garantis par extension :

- Les frais de dépose, de transport et de pose notamment les échafaudages, le grutage...
- Les enseignes lumineuses,
- Les encadrements, châssis et soubassements,
- La détérioration des marchandises, du mobilier et des bâtiments consécutifs au bris
- Les frais de clôture et de gardiennage provisoire.

Exclusions :

- **Le bris des vérandas et verrières survenant dans les maisons individuelles, sauf vacantes.**
- **Le bris consécutif à un incendie ou à une explosion.**
- **Le bris survenant au cours de travaux (à l'exception de leur nettoyage) effectués sur les biens assurés, leur encadrement, au cours de leur pose, dépose ou transport.**
- **Les dommages engendrés par un défaut d'entretien.**
- **Les dommages ayant pour cause un vice d'installation de l'objet assuré.**
- **Les dommages résultant de la vétusté ou du défaut d'entretien des encadrements.**
- **Les objets non posés, les rayures, ébréchures et écaillures.**
- **Les inscriptions peintes ou collées, les gravures.**
- **Les dommages subis par les biens extérieurs.**
- **Les dommages affectant les biens squattés, les immeubles frappés d'alignement ou voués à la démolition.**

DOMMAGES ÉLECTRIQUES

La garantie a pour objet la réparation des dommages subis par les appareils électriques ou électroniques, moteurs, canalisations électriques non enterrées et leurs accessoires de distribution, jonction et coupure, à la suite d'un évènement d'origine interne, incendie, explosion ou implosion ou d'un accident d'ordre électrique, quel qu'il soit, y compris ceux dus à la foudre.

Exclusions :

- **Les dommages aux fusibles, aux résistances chauffantes, aux lampes de toutes natures, aux tubes sauf s'ils sont causés par l'incendie ou l'explosion d'un objet voisin et aux éléments interchangeables nécessitant un remplacement périodique.**
- **Les dommages dus à l'usure ou à un dysfonctionnement mécanique.**
- **Les dommages aux composants électroniques affectés seuls par le sinistre à moins qu'il ne soit causé par l'incendie ou l'explosion d'un objet voisin.**
- **Les dommages causés aux générateurs de plus de 1000 KVA et aux moteurs de plus de 1000 KW.**
- **Les dommages aux matériels informatiques, dans la mesure où une garantie spécifique est souscrite à ce titre.**

GARANTIES ANNEXES

EFFONDREMENTS

La garantie a pour objet la réparation des dommages accidentels subis par les biens assurés et provoqués par l'effondrement total ou partiel des fondations, de l'ossature, des planchers, des toitures de l'immeuble.

Exclusions :

- Les dommages causés par la vétusté ou le défaut d'entretien.
- Les dommages survenant dans la période de garantie décennale.
- Les dommages survenant au cours de travaux de reconstruction, réparation, terrassement ou consolidation.
- Les dommages provoqués par un vice connu au moment de la souscription du contrat.
- Les dommages dus au mouvement du sol, à l'affaissement ou aux glissements de terrain, à une inondation et à tous événements naturels s'ils sont pris en charge par la garantie catastrophes naturelles.
- Les dommages provenant de tassements, fissurations, contractions, gonflements ou expansions de dalles, fondations, murs, planchers, toitures n'affectant pas la solidité des bâtiments.
- Les clôtures, murs de clôture et de soutènement.
- Les dommages aux vérandas, aux verrières ainsi qu'aux glaces et verres, si l'effondrement est limité à ces objets.
- Les dommages dus à la surcharge des planchers en dehors des normes admissibles définies lors de la construction.
- Les dommages de tout ordre n'affectant que des éléments de revêtement, de parure ou d'ornementation.
- Les dommages dus à des fuites accidentelles d'eau.
- Les dommages aux structures gonflables et chapiteaux.
- Les dommages affectant les biens squattés, les immeubles frappés d'alignement ou voués à la démolition.

PERTES DE PRODUITS EN INSTALLATIONS FRIGORIFIQUES

La garantie du contrat a pour objet la réparation des dommages subis par les produits en installations frigorifiques lorsque ces dommages sont la conséquence d'un changement de température de l'installation résultant d'une défaillance du système réfrigérant par tout événement garanti, par bris de machines, par carence accidentelle de fourniture de courant. Sont également garanties les conséquences d'une fuite accidentelle de produit réfrigérant endommageant les produits assurés.

Exclusions

- Les marchandises dont la date limite de consommation est dépassée,
- Les dommages résultant d'une mauvaise utilisation ou d'un manque d'entretien de l'installation,
- Les dommages résultant d'une interruption volontaire de courant.

PÉRILS NON DENOMMÉS

Sous réserve des seules exclusions mentionnées ci-après, sont couverts tous les événements soudains et imprévus occasionnant des dommages matériels aux biens assurés ne relevant pas d'un sinistre susceptible d'être couvert au titre des garanties souscrites.

La garantie ne peut en aucun cas avoir pour objet de racheter les exclusions ou les franchises des garanties souscrites, ni d'assurer des dommages objet de garanties non souscrites.

Exclusions :

- Fraude, détournement, disparition inexpliquée, sabotage immatériel, manquants constatés lors d'inventaire.
- Abus de confiance, faux, escroquerie.
- Sécheresse, brouillard, humidité, variation de température, corrosion, fermentation, usure, détérioration progressive et normale.
- Les travaux, constructions, entrant dans le champ de l'assurance obligatoire, articles 1792 à 1792-6 du code civil et 2270 du même code.

- Défaut de réparation connu de l'assuré.
- Destruction ordonnée par les Pouvoirs Publics à moins que cette décision soit consécutive à un dommage garanti.
- Pollution, contamination du sol ou du sous-sol, du terrain, de l'atmosphère ou des eaux.
- Retard ou carence dans la fourniture de services extérieurs ou d'énergie.
- Les vols commis dans tout ou partie des locaux renfermant les objets assurés à l'occasion de grèves ou de lock-out.
- Les conséquences d'engagements contractuels pris par l'assuré dans la mesure où elles excèdent celles auxquelles il serait tenu en vertu des textes légaux et réglementaires.
- Les conséquences de l'inobservation des dispositions du décret n° 96.97 du 7 février 1996 imposant la recherche de la présence d'amiante dans les bâtiments et la mise en œuvre des contrôles ou des travaux nécessaires ainsi que les conséquences de ces travaux.
- Les dommages aux plantations, espaces verts, terrains, les bois et récoltes sur pieds, les animaux, les voiries et tous ouvrages de génie civil.
- Les biens meubles en plein air pour les dommages dus aux intempéries, au sable et à la poussière.
- Les dommages résultant de la mise sous séquestre, saisie ou embargo de quelque nature qu'ils soient,
- Les dommages causés aux biens assurés en cours de montage, d'essai, de démontage, d'installation ou de transport tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des bâtiments assurés.
- Les dommages trouvant leur origine dans une exploitation non conforme aux normes et prescriptions du fabricant.
- Les dommages causés par les animaux.
- Le coût des opérations d'entretien ou maintenance effectuées par l'assuré ou un tiers.
- Les dommages résultant d'événements non aléatoires et ceux dont le fait générateur est antérieur à la souscription.
- Les pertes d'exploitation ou financières.
- Les biens déposés ou introduits clandestinement ou volés ou recélés.
- Les biens ou rançons exigés à la suite de prise d'otage ou de rapt.
- Les dommages affectant les biens squattés, les immeubles frappés d'alignement ou voués à la démolition.
- Le bris des marchandises.
- Les conséquences d'un vice propre, d'un défaut de fabrication, de corrosion, de moisissure ou de décomposition, de contraction, de fermentation ou d'oxydation lente, de l'usure normale, de détérioration graduelle, d'évaporation ou de perte de poids, de fonte, d'altération de saveur, de couleur, de texture ou d'apprêt et de vapeur.
- Les bris ou casses de toutes origines.
- Les tags, graffitis et autres inscriptions.
- Les événements exclus au titre des autres garanties du contrat.
- Les dommages causés par la mэрule.
- Les pertes de liquides.
- Les dommages causés par les variations de température subies par les marchandises entreposées dans les installations frigorifiques.
- Les dommages d'ordre esthétique, tels que rayures, égratignures ou écaillures.
- Les pertes de données ou d'informations consécutives à l'influence d'un champ magnétique ou à des microcoupures.
- Les dommages résultant de fraude ou de sabotage informatique.
- Les dommages résultant des effets de virus informatiques.

FRAIS ET PERTES CONSÉCUTIFS

FRAIS DE DÉMOLITION ET DE DÉBLAIS

Frais de démolition et de déblais y compris les frais d'enlèvement rendus nécessaires après un sinistre garanti.

FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DE RÉINSTALLATION

Frais de déplacement, de transport, de garde-meubles et de réinstallation des biens assurés non endommagés par un sinistre garanti.

FRAIS DE DÉPOLLUTION ET DE DÉCONTAMINATION

L'Assureur garantit le remboursement des frais justifiés de dépollution et de décontamination, en cas de destruction préventive ordonnée par les Pouvoirs Publics suite à un sinistre garanti.

L'Assureur garantit également le remboursement des frais de décontamination, de toute substance toxique, y compris l'amiante, résultant d'un sinistre garanti.

Ces garanties sont accordées à concurrence du montant indiqué au tableau de montants de garantie

FRAIS DE GARDIENNAGE ET DE CLÔTURE PROVISOIRE

Frais exposés, après un sinistre garanti, afin que les locaux soient protégés contre le vol.

FRAIS DE MISE EN CONFORMITÉ DES LIEUX AVEC LA LÉGISLATION

Frais exposés, après un sinistre garanti, dans le cadre de la mise en conformité des lieux avec la législation en vigueur en matière de construction.

Exclusions :

- Ne sont pas remboursés les frais de mise en conformité qui ne résulteraient pas d'une modification de la législation ou de la réglementation.

FRAIS DE RECONSTITUTION DES ARCHIVES

Prise en charge des frais de reconstitution et/ou de remplacement, de sauvegarde, de rénovation des archives, fichiers, moules, modèles et microfilms ainsi que tous les frais annexes d'inventaire, de classement, de remise en ordre des documents.

FRAIS DE RELOGEMENT

Frais exposés, à dire d'expert, par l'assuré pour se reloger ou se réinstaller dans les conditions nécessaires à l'exercice de son activité. Cette garantie est limitée à la différence entre l'ancien et le nouveau loyer.

HONORAIRES D'ARCHITECTES, DE DÉCORATEURS, DE BUREAUX D'ÉTUDES, DE CONTRÔLE TECHNIQUE ET D'INGÉNIERIE, DU COORDONNATEUR SANTÉ SÉCURITÉ

La garantie a pour objet la prise en charge des honoraires d'architectes, de décorateurs, de bureaux d'études, de contrôle technique et d'ingénierie dès lors qu'une technique particulière notamment de décoration doit être employée pour la reconstruction à l'identique à la condition que le recours à divers corps de métiers ait été rendu indispensable et nécessaire à dire d'expert.

HONORAIRES D'EXPERT D'ASSURÉ

La garantie a pour objet, sur tous les événements y compris les catastrophes naturelles, à l'occasion de l'expertise d'un bien sinistré, la prise en charge des honoraires de l'expert de l'assuré. Dans l'hypothèse de la nomination d'un tiers expert, l'assureur garantira, pour l'assuré, le paiement de la moitié des honoraires de celui-ci.

MESURES CONSERVATOIRES

Frais exposés en faveur de la sécurisation des personnes et des biens dès la survenance d'un sinistre garanti.

MESURES DE SAUVETAGE

La garantie a pour objet la réparation des dommages matériels occasionnés aux biens assurés par les secours et les mesures de sauvetage engagées pour combattre le sinistre.

Commentaire : Les dégâts des eaux causés par les lances des sapeurs-pompiers et les portes enfoncées pour pénétrer dans les locaux ou les frais de recharges des extincteurs automatiques utilisés pour combattre l'incendie sont pris en charge au titre de cette garantie.

PERTES DE LOYERS

La garantie a pour objet, pour des locaux non vacants, pendant toute la période nécessaire fixée à dire d'expert pour la réparation ou la reconstruction des locaux sinistrés, la prise en charge de la perte des loyers hors charges récupérables et subie par le propriétaire des bâtiments assurés.

Commentaire : Le locataire non responsable n'est plus tenu de payer son loyer au propriétaire. La garantie pertes de loyers réservée au propriétaire non occupant ou occupant a pour but de l'indemniser du montant des loyers dont il se trouve privé à la suite d'un sinistre.

PERTES D'USAGE

La garantie a pour objet la récupération du préjudice subi par l'assuré, propriétaire occupant, du fait de la privation de jouissance qui résulte de l'impossibilité pour lui d'utiliser temporairement tout ou partie des locaux.

Commentaire : L'indemnité versée permet à l'assuré de se reloger dans des conditions de qualité identique à sa précédente occupation.

PERTES FINANCIÈRES SUR AMÉNAGEMENTS

L'Assureur garantit la perte financière résultant, pour l'Assuré en qualité de locataire ou d'occupant, des frais qu'il a engagés pour réaliser des aménagements immobiliers ou mobiliers et qui sont devenus la propriété du bailleur dès lors que par le fait d'un sinistre garanti :

- Il y a résiliation de plein droit du bail ou cessation de l'occupation des locaux,
- Ou, en cas de continuation du bail ou de l'occupation des locaux, il y a refus du bailleur de reconstituer les aménagements tels qu'ils existaient au moment du sinistre.

Cette garantie est accordée à concurrence des frais réels justifiés dans la limite de 10% de l'indemnité versée au titre des dommages directs immobiliers et mobiliers.

PERTES INDIRECTES

La garantie du contrat a pour objet, sur présentation de justificatifs, de prendre en charge tous les préjudices accessoires subis par l'assuré à l'occasion d'un sinistre garanti et notamment : les frais de déplacements, les frais de téléphone et de courrier, les pertes de temps, l'achat de petites fournitures.

REMBOURSEMENT DE LA COTISATION DOMMAGE-OUVRAGE

La garantie a pour objet le remboursement de la cotisation dommage ouvrage suite à un événement garanti en cas de reconstruction ou de réparation de l'immeuble.

TAXE D'ENCOMBREMENT DU DOMAINE PUBLIC

Taxe perçue par la collectivité compétente à l'occasion de l'encombrement du domaine public (par les déblais, bennes, échafaudages etc.) après un sinistre garanti.

RESPONSABILITÉ CIVILE PROPRIÉTAIRE D'IMMEUBLES

RESPONSABILITÉ CIVILE DU LOCATAIRE À L'EGARD DU PROPRIÉTAIRE

La garantie a pour objet la prise en charge des conséquences pécuniaires pouvant résulter de la responsabilité du locataire ou de l'occupant vis-à-vis du propriétaire des locaux pour les dommages matériels causés aux bâtiments loués ou confiés. Sont garantis :

- Les risques locatifs ordinaires qui correspondent à la seule partie des locaux loués ou occupés par l'assuré,
- Les risques locatifs supplémentaires qui permettent d'étendre la garantie des risques locatifs ordinaires à l'ensemble du bâtiment occupé,
- Les risques locatifs matériels et/ou mobiliers qui correspondent aux dommages matériels affectant le matériel et le mobilier loués ou confiés et contenus dans les bâtiments assurés ainsi que dans les dépendances,
- La responsabilité pour perte de loyers,
- Le trouble de jouissance.

La responsabilité de l'assuré est notamment fondée sur les articles 1240, 1732, 1733 et 1735 du Code civil.

RESPONSABILITÉ CIVILE DU PROPRIÉTAIRE À L'ÉGARD DU LOCATAIRE

La garantie a pour objet la prise en charge des recours dont l'assuré peut faire l'objet, du fait de sa qualité de propriétaire, de la part des locataires ou occupants de l'immeuble à la suite de tous dommages matériels et immatériels dus à un vice de construction ou à un défaut d'entretien des bâtiments dont il se trouverait responsable.

La responsabilité de l'assuré est notamment fondée sur les articles 1719, 1721 et 1725 du Code civil.

La garantie est étendue aux frais de déplacement et de relogement, au trouble de jouissance subi par les colocataires, aux dommages immatériels qui sont la conséquence directe d'un dommage matériel garanti.

RESPONSABILITÉ CIVILE À L'ÉGARD DES VOISINS ET DES TIERS

La garantie a pour objet la prise en charge des recours dont l'assuré peut faire l'objet, du fait de sa qualité de propriétaire, locataire ou gardien, de la part des voisins et des tiers à la suite de tous dommages matériels et immatériels consécutifs dont il se trouverait responsable suite à un sinistre incendie ou risques annexes ou dégâts des eaux garanti.

La responsabilité de l'assuré est notamment fondée sur les articles 1240 à 1242 et 1246 à 1252 du Code civil ainsi que, le cas échéant, sur le fondement des règles de droit administratif applicables.

DÉFENSE RECOURS

DÉFENSE RECOURS

La garantie a pour objet la prise en charge des recours effectués par l'assureur pour le compte de l'assuré dans les cas où, un élément du patrimoine de celui-ci ayant subi un dommage, la mise en cause du tiers responsable doit permettre à l'assuré la réparation de son préjudice.

La garantie s'exerce même pour les sinistres d'un montant inférieur à la franchise.

MULTIRISQUE INFORMATIQUE

LES DÉFINITIONS DES TERMES DU CONTRAT

LES DÉFINITIONS DES GARANTIES

LES DÉFINITIONS DES TERMES DU CONTRAT

BIENS ASSURÉS

Ensemble des matériels informatiques, bureautiques, de service (matériel nécessaire au bon fonctionnement d'un ensemble informatique) et téléphoniques dont l'assuré est propriétaire ou gardien à quelque titre que ce soit.

Sont également compris le cas échéant :

- L'installation de climatisation des locaux informatiques,
- L'installation de distribution de courant aux matériels informatiques.

Les biens assurés doivent être en état normal d'entretien et de fonctionnement.

CONTRAT DE MAINTENANCE

Contrat d'intervention d'une entreprise spécialisée pour entretenir et maintenir en bon état de fonctionnement le matériel informatique selon les normes du constructeur.

INCENDIE D'ENVIRONNEMENT

Incendie endommageant les biens assurés et provenant de biens immobiliers ou mobiliers alentours.

LOGICIELS

Ensemble des programmes destinés à effectuer un traitement automatisé de l'information.

MAINTENANCE

Ensemble des activités d'entretien préventif ou curatif des biens assurées.

MÉDIAS

Voir « support d'information ».

PÉRIODE D'INDEMNISATION

Période commençant au jour du sinistre et prenant fin lorsque les matériels fonctionnent à nouveau après réparation ou remplacement. La durée de la période d'indemnisation est fixée aux conditions particulières.

SABOTAGE PHYSIQUE

Action malveillante conduisant à un sinistre matériel.

SAUVEGARDE

Copie des fichiers réalisée périodiquement.

SUPPORTS D'INFORMATION

Tous supports informatiques capables de stocker des informations réutilisables (disques, disquettes, bandes, cartouches, cassettes magnétiques, cartes, bandes perforées, clés USB) et directement exploitables par le matériel garanti.

VALEUR DE REMPLACEMENT À NEUF

La valeur de remplacement est le prix d'achat d'un bien neuf, à l'unité, sans remise ni rabais commercial (ou, s'il n'est plus commercialisé, d'un bien neuf de caractéristiques et de performances identiques) majoré des frais d'emballage, de transport, de montage, de mise en route et, le cas échéant, les frais de douane et les taxes non récupérables.

VIRUS

Suite d'instructions exécutables contenues dans un programme ou sur une portion de disque et qui s'est implanté et/ou reproduit d'une manière automatique. Il détruit ou modifie un programme, une séquence d'instructions ou de données causant des effets indésirés par l'exécution de programmes ou des systèmes d'opération de l'ordinateur.

LES DÉFINITIONS DES GARANTIES

La garantie a pour objet la réparation des dommages matériels accidentels de toutes natures résultant de toute destruction ou détérioration accidentelle, subis par les biens assurés.

Sont notamment compris :

CAUSES EXTERNES

- La maladresse, la négligence, l'inexpérience ou la malveillance des préposés de l'assuré ou de tiers,
- L'introduction, la chute ou le heurt de corps étrangers, les chocs de toute origine, effondrement partiel ou total du bâtiment,
- La chute de tout ou partie d'appareils de navigation aérienne, le franchissement du mur du son, les conséquences éventuelles d'un dysfonctionnement accidentel de l'installation de climatisation et les causes naturelles,
- Le sabotage physique,
- L'incendie y compris incendie d'environnement, l'explosion, l'action directe de la foudre,
- L'action de la fumée, des suies et des dépôts de toute nature sur les composants électroniques notamment,
- L'action et l'irruption accidentelle de liquides de toute nature et quelle que soit l'origine,
- Les événements naturels,
- Les catastrophes naturelles,
- La carence accidentelle de fourniture de courant par l'EDF ou un autre fournisseur,
- Le vol,
- Les actes de vandalisme, les émeutes et les mouvements populaires,
- Les actes de terrorisme ou de sabotage.

Exclusions :

- **Les dommages causés par sabotage immatériel.**
- **Les dommages causés par la fraude informatique.**
- **Les dommages résultant de l'usure des machines et du vieillissement de leurs composants et des supports informatiques.**
- **Les dommages atteignant les pièces ou éléments qui nécessitent de par leur fonctionnement un remplacement périodique.**
- **Les dommages entrant dans la garantie du constructeur, du fournisseur, du contrat de location, de la maintenance et de l'entretien complet.** Toutefois, si ces derniers déclinent leur responsabilité, le présent contrat produira ses effets dans la limite des conditions et garanties accordées.
- **Les dommages résultant de l'humidité, de la condensation, des effets de la sécheresse, de la corrosion, des températures élevées, d'un excès de poussière à moins que ces événements ne résultent d'un mauvais fonctionnement du système de climatisation.**
- **Les dommages d'ordre esthétique.**
- **Les dommages résultant du non-respect aux normes et prescriptions du fabricant, vendeur, installateur des matériels et équipements.**
- **Les dommages survenant du fait du maintien ou de la remise en service d'un objet endommagé avant réparation complète et définitive ou avant que le fonctionnement régulier soit rétabli.**
- **Les dommages dus à des défauts existants au moment de la souscription et/ou en cours de contrat dans la mesure où ils sont connus de l'assuré.**
- **Les dommages causés aux informations qui sont portées sur les supports informatiques.**
- **Les dommages résultant d'expérimentations et/ou d'essais.**
- **Les dommages affectant les machines et matériels dont l'année de fabrication remonte à plus de vingt ans.**
- **Les outils (organes montés sur un bien assuré pour agir sur la matière (exemples : forets, fraises, lames, formes...)).**
- **Les produits accessoires, consommables, les pièces d'usure et les fluides techniques,**
- **Les opérations visant à remédier à un vice propre ou à un défaut de fabrication ou à une non-conformité avec les textes en vigueur.**
- **Les disparitions, non restitution, détournements.**

CAUSES INTERNES

Sont notamment compris :

- Le vice de matière, de construction, le défaut de fabrication ou de montage, l'erreur de calcul,
- Le grippage, le dérèglement, la fatigue moléculaire, la vibration, le desserrage de pièces, la force centrifuge, la survitesse, l'échauffement mécanique,
- La chute, le coup d'eau, le coup de bélier, le coup de feu dans les appareils à eau chaude ou autres liquides, appareils à vapeur et installations hydrauliques,
- La défaillance des appareils de régulation, de contrôle, de sécurité.

La garantie est étendue :

- Aux dommages survenus au cours des opérations de démontage, déplacements dans les locaux, remontage, chargement et déchargement, nécessités par des travaux d'entretien ou de réparation.
- Aux dommages subis par les socles et fondations des machines.

Exclusions :

- **Les dommages résultant de l'usure des machines et du vieillissement de leurs composants et des supports informatiques.**
- **Les dommages atteignant les pièces ou éléments qui nécessitent de par leur fonctionnement un remplacement périodique.**
- **Les dommages entrant dans la garantie du constructeur, du fournisseur, du contrat de location, de la maintenance et de l'entretien complet.** Toutefois, si ces derniers déclinent leur responsabilité, le présent contrat produira ses effets dans la limite des conditions et garanties accordées.
- **Les dommages résultant de l'humidité, de la condensation, des effets de la sécheresse, de la corrosion, des températures élevées, d'un excès de poussière à moins que ces événements ne résultent d'un mauvais fonctionnement du système de climatisation.**
- **Les dommages d'ordre esthétique.**
- **Les dommages résultant du non-respect aux normes et prescriptions du fabricant, vendeur, installateur des matériels et équipements.**
- **Les dommages survenant du fait du maintien ou de la remise en service d'un objet endommagé avant réparation complète et définitive ou avant que le fonctionnement régulier soit rétabli.**
- **Les dommages dus à des défauts existants au moment de la souscription et/ou en cours de contrat dans la mesure où ils sont connus de l'assuré.**
- **Les dommages causés aux informations qui sont portées sur les supports informatiques.**

FRAIS DE RECONSTITUTION DES DONNÉES

A la suite de la réalisation d'un dommage matériel résultant de l'un des événements garantis, le contrat garantit :

- les frais de reconstitution des données contenues sur les supports informatiques, dans l'état où elles se trouvaient avant le sinistre,
- les frais de remplacement des supports informatiques.

Exclusions :

- **les pertes ou dommages provenant directement ou indirectement :**
 - **de l'usure normale des supports ou de leur dépréciation.**
 - **d'erreurs dans la programmation ou les instructions données aux machines.**

FRAIS SUPPLÉMENTAIRES D'EXPLOITATION

Le contrat garantit les frais supplémentaires que engagés par l'assuré pendant la période de rétablissement, pour continuer à effectuer les travaux de gestion des informations.

La garantie est étendue :

- aux travaux nécessaires effectués pour le traitement des informations sous une forme autre qu'informatique, en attente de la remise en fonctionnement normal de vos installations informatiques ;
- aux dépenses engagées pour l'achat, la réparation ou le remplacement de tous biens matériels s'ils sont effectués avec notre accord et dans le but de réduire les pertes couvertes au titre des garanties souscrites et, dans ce cas, à concurrence des frais supplémentaires et effectivement épargnés.

Exclusions :

- **les pertes ou dommages provenant directement ou indirectement :**
 - **de l'usure normale des supports ou de leur dépréciation.**
 - **d'erreurs dans la programmation ou les instructions données aux machines.**

BRIS DE MACHINES

LES DÉFINITIONS DES TERMES DU CONTRAT

LES DÉFINITIONS DES GARANTIES

LES DÉFINITIONS DES TERMES DU CONTRAT

BIENS ASSURÉS

Tous types de matériels, appareils, installations et équipements techniques, mécaniques et électriques, fixes ou mobiles à usage professionnel.

Les biens assurés doivent être en état normal d'entretien et de fonctionnement.

BRIS

Les dommages sont soudains et imprévus c'est à dire fortuits, accidentels.

CONTRAT DE MAINTENANCE

Contrat d'intervention d'une entreprise spécialisée pour entretenir et maintenir en bon état de fonctionnement le matériel informatique selon les normes du constructeur.

EFFET DU COURANT ÉLECTRIQUE

Echauffement, court-circuit, surtension ou chute de tension, surintensité, formation d'arc, défaillance d'isolement, influence de l'électricité atmosphérique...

MAINTENANCE

Ensemble des activités d'entretien préventif ou curatif des biens assurées.

PÉRIODE D'INDEMNISATION

Période commençant au jour du sinistre et prenant fin lorsque les matériels fonctionnent à nouveau après réparation ou remplacement. La durée de la période d'indemnisation est fixée aux conditions particulières.

SUPPORTS D'INFORMATION

Tous supports informatiques capables de stocker des informations réutilisables (disques, disquettes, bandes, cartouches, cassettes magnétiques, cartes, bandes perforées) et directement exploitables par le matériel garanti.

VALEUR DE REMPLACEMENT À NEUF

La valeur de remplacement est le prix d'achat d'un bien neuf, à l'unité, sans remise ni rabais commercial (ou, s'il n'est plus commercialisé, d'un bien neuf de caractéristiques et de performances identiques) majoré des frais d'emballage, de transport, de montage, de mise en route et, le cas échéant, les frais de douane et les taxes non récupérables.

LES DÉFINITIONS DES GARANTIES

La garantie a pour objet la réparation des dommages matériels accidentels de toutes natures résultant de toute destruction ou détérioration accidentelle, subis par les biens matériels désignés ou non désignés aux Conditions Particulières, en activité ou en repos, à l'intérieur et à l'extérieur des bâtiments assurés, y compris en cours de transport, en état normal d'entretien et de fonctionnement, ainsi que par leurs accessoires.

Sont notamment compris :

CAUSES EXTERNES

- introduction, chute ou le heurt de corps étrangers, les chocs de toute origine, effondrement partiel ou total du bâtiment,
- chute de tout ou partie d'appareils de navigation aérienne, le franchissement du mur du son, les conséquences éventuelles d'un dysfonctionnement accidentel de l'installation de climatisation et les causes naturelles,
- incendie y compris incendie d'environnement, l'explosion, l'action directe de la foudre,
- action de la fumée, des suies et des dépôts de toute nature sur les composants électroniques notamment,
- action et l'irruption accidentelle de liquides de toute nature et quelle que soit l'origine,
- événements naturels,
- les catastrophes naturelles,
- carence accidentelle de fourniture de courant par l'EDF ou un autre fournisseur,
- vol,
- actes de vandalisme, les émeutes, les mouvements populaires, les actes de terrorisme ou de sabotage.

CAUSES TECHNIQUES LIÉES À L'EXPLOITATION

- déréglage, grippage, desserrage de pièces, chute, vibrations, survitesse, force centrifuge, tension anormale, échauffement mécanique, coup de bélier, coup d'eau, choc thermique, défaillance des systèmes de régulation, de contrôle, de sécurité, le coup de feu dans les appareils à eau chaude ou autres liquides, appareils à vapeur et installations hydrauliques,

CAUSES HUMAINES

- fausse manœuvre, maladresse, inexpérience, négligence, malveillance de vos préposés, salariés ou non, collaborateurs, aides bénévoles ou des tiers.

CAUSES INTERNES

Sont notamment compris :

- vice de matière, de construction,
- défaut de conception, de fabrication, ou de montage, l'erreur de calcul,
- défaillance d'isolement, formation d'arc électrique ; incendie, explosion ou implosion ayant pris naissance à l'intérieur des biens assurés ;

Exclusions :

- **Les dommages résultant de l'usure des machines et du vieillissement de leurs composants et des supports informatiques.**
- **Les dommages atteignant les pièces ou éléments qui nécessitent de par leur fonctionnement un remplacement périodique.**
- **Les dommages entrant dans la garantie du constructeur, du fournisseur, du contrat de location, de la maintenance et de l'entretien complet.** Toutefois, si ces derniers déclinent leur responsabilité, le présent contrat produira ses effets dans la limite des conditions et garanties accordées.
- **Les dommages résultant de l'humidité, de la condensation, des effets de la sécheresse, de la corrosion, des températures élevées, d'un excès de poussière à moins que ces événements ne résultent d'un mauvais fonctionnement du système de climatisation.**
- **Les dommages d'ordre esthétique.**
- **Les dommages résultant du non-respect aux normes et prescriptions du fabricant, vendeur, installateur des matériels et équipements.**
- **Les dommages survenant du fait du maintien ou de la remise en service d'un objet endommagé avant réparation complète et définitive ou avant que le fonctionnement régulier soit rétabli.**
- **Les dommages dus à des défauts existants au moment de la souscription et/ou en cours de contrat dans la mesure où ils sont connus de l'assuré.**
- **Les dommages causés aux informations qui sont portées sur les supports informatiques.**

PERTES DE RECETTES

Les pertes de recettes s'entendent comme le montant de la rémunération qui aurait été facturée au distributeur d'électricité si les installations garanties n'avaient pas été sinistrées.

Les pertes de recettes ont nécessairement pour origine un dommage garanti, une carence de clientèle ou une fermeture administrative provisoire.

La période d'indemnisation est fixée à 12 mois.

L'indemnité « pertes de recettes » est limitée à 20% de la valeur de remplacement à neuf de l'installation.

Sont par ailleurs garantis les frais supplémentaires comme le transport de pièces à grande vitesse, les frais de main d'œuvre supplémentaire) ainsi que les frais annexes (démolition, déblaiement, gardiennage...).

FRAIS DE RECONSTITUTION DES INFORMATIONS

A la suite de la réalisation d'un dommage matériel résultant de l'un des événements garantis, le contrat garantit :

- les frais de reconstitution des informations détruites ou altérées utilisables par les biens assurés ainsi que les frais de remplacement de leurs supports matériels.
- les frais nécessaires à la ressaisie des informations et à leur traitement lorsqu'elles ont été détruites avant d'avoir pu faire l'objet des opérations de sauvegarde ainsi que les frais de récupération par une société spécialisée des informations contenues sur les supports informatiques d'informations endommagés.

Exclusions :

- **les pertes ou dommages provenant directement ou indirectement :**
 - **de l'usure normale des supports ou de leur dépréciation.**
 - **d'erreurs dans la programmation ou les instructions données aux machines.**

FRAIS SUPPLÉMENTAIRES D'EXPLOITATION

Le contrat garantit les frais supplémentaires engagés par l'assuré pour faire face aux dépenses nécessaires pour poursuivre et maintenir l'activité dans les locaux assurés, sans qu'il y ait pour autant une baisse de chiffre d'affaires.

La garantie est étendue :

- au transport pour approvisionnements ou livraisons accélérées ou pour changement d'adresse,
- au frais de publicité et annonces exceptionnelles par voie de presse,
- au frais de télécommunication (augmentation de la correspondance, réinstallation du téléphone, télécopie, ...),
- aux heures supplémentaires du personnel et charges afférentes,
- au coût des travaux exceptionnellement sous traités et effectués hors de l'entreprise,
- au coût du personnel intérimaire ;
- au location de locaux et de matériels provisoires,
- à la formation sur un nouveau matériel (informatique...),

MULTIRISQUE SERRES VERRES MARAICHÈRES ET/OU HORTICOLES

LES DÉFINITIONS DES TERMES DU CONTRAT

LES DÉFINITIONS DES GARANTIES

LES DÉFINITIONS DES TERMES DU CONTRAT

APPROVISIONNEMENTS

Ensemble des produits nécessaires au fonctionnement de la serre et/ou à la production et/ou au conditionnement des plantes et cultures dans la serre ou le local technique assurés, notamment :

- les produits de traitement ;
- les semences, graines, bulbes, plants et boutures ;
- les engrais et fertilisants ;
- les pots, containers, emballages... ;
- les lubrifiants, carburants, combustibles ;
- les supports minéraux inertes (vermiculite...) ;
- les films plastiques et autres dispositifs de couverture du sol de la serre.

Sont également considérés comme approvisionnements, les substrats en stock, c'est-à-dire les sols artificiels autres que le sol naturel de la serre, nécessaires à la croissance des cultures tels que tourbe, terreau, terre de bruyère, humus...

BIENS ASSURÉS

Ensemble des serres, locaux techniques, équipements et installations, approvisionnements et plantes et cultures dont l'assuré est propriétaire ou gardien à quelque titre que ce soit.

ÉQUIPEMENTS ET INSTALLATIONS

Équipements ou installations appartenant ou détenu à quelque titre que ce soit par l'assuré nécessaires au fonctionnement de la serre assurée et à la production des plantes et cultures, c'est à dire :

- Les équipements et installations fixes ou mobiles à l'intérieur de la serre ou du local technique, tels que :
 - les appareils électriques ou électroniques ;
 - l'installation de chauffage, de climatisation, d'irrigation ou de fertilisation ;
 - les écrans d'isolation thermique, d'ombrage, d'obscurcissement ;
 - l'ordinateur de process ;
 - l'ordinateur de gestion ;
 - les matériels de manutention, de triage, de conditionnement et de désinfection ;
 - les supports de culture suspendus tels les tablards ;
 - l'outillage manuel servant à la culture et à l'entretien des installations de la serre ;
 - le groupe électrogène ;
 - l'installation de chauffage thermosiphon nécessaire à son fonctionnement et à la production des plantes et cultures.

Pour rappel, l'installation de chauffage comprend la chaudière thermosiphon, le réservoir tampon, l'échangeur de chaleur, les tuyauteries ou canalisations métalliques de chauffage, les aérothermes fixes, y compris les vannes et les pompes de circulation contenant le liquide caloporteur.

Exclusions :

- les lignes et réseaux électriques ou téléphoniques, qu'ils soient enterrés ou aériens, hors de la serre, de la galerie ou du local technique.
- les réseaux de fourniture en eau, en gaz, en calories dans leurs parties hors de la serre, de la galerie ou du local technique.
- les véhicules soumis à l'obligation d'assurance.

LOCAL TECHNIQUE

Le local technique est une construction contiguë ou non à la serre et dont la couverture peut être en matériaux opaques. Il abrite :

- les installations nécessaires à la production des plantes et cultures ou au fonctionnement de la serre, telles que : chauffage, fertilisation, pompage d'eau, poste de transformation électrique... ;
- les installations de préparation ou de conditionnement et d'expédition de production de la serre.

En matière de construction, il répond aux conditions du D.T.U. "Règles Neige et Vent" (avec murs porteurs) ou aux normes en vigueur au moment de sa construction.

Exclusions :

- **tous les bâtiments et locaux autres que le local technique ou la galerie lorsqu'ils ne contiennent pas des équipements ou installations nécessaires au fonctionnement de la serre ou à la protection des plantes et cultures dans la serre.**
- **les réseaux d'évacuation des eaux pluviales ou de la fertilisation lorsqu'ils ne sont pas incorporés à la serre.**
- **les voiries ou ouvrages de génie civil de toute nature se trouvant hors des serres.**

PLANTES ET CULTURES

Ce sont les productions maraîchères, horticoles, arboricoles ou pépinières pratiquées et stockées dans la serre assurée ainsi que les substrats destinés à être vendus avec les plantes.

Exclusions :

- **les productions de plants considérés comme illicites par la réglementation en vigueur**

SERRES

La serre est une construction destinée à la protection ou à la production des plantes et cultures en exploitant le rayonnement solaire au travers de parois translucides.

La serre est une enceinte fermée de tous côtés qui doit répondre aux conditions de construction des normes en vigueur au moment de la construction de la serre.

Elle comprend également :

- la galerie : construction généralement contiguë à la serre dont elle a l'apparence et dont la couverture peut être en matériaux translucides. Elle sert à la protection des plantes et cultures et/ou des équipements techniques nécessaires au fonctionnement de la serre. Elle doit répondre aux conditions de construction de la norme en vigueur au moment de la construction de la serre.
- les vitrages : types de vitrages en matériaux verriers minéraux ou acryliques servant de couverture et de bardage à la serre.
- les matériaux plastiques ou synthétiques : matériaux de couverture ou de bardage en plaques de plastique rigides ou cintrables à froid, films plastiques souples, matériaux d'isolation en film plastique, écrans en plastique.

Exclusions :

- **les serres de jardin particulier.**
- **les serres tunnels.**

LES DÉFINITIONS DES GARANTIES

La garantie a pour objet la réparation des dommages accidentels de toutes natures résultant de toute destruction ou détérioration accidentelle, subis par les biens assurés ainsi que les dommages immatériels consécutifs.

DOMMAGES CAUSÉS PAR TOUS LIQUIDES

Par « Dommages causés par tous liquides » il faut entendre :

- les fuites d'eau, les ruptures et débordements accidentels provenant :
 - de conduites intérieures d'adduction ou de distribution,
 - de conduites d'évacuation des eaux pluviales ou de vidange,
 - des installations hydrauliques et des appareils à effet d'eau, de vapeur ou de chauffage,
 - de la rupture ou de l'engorgement des conduites de descente des chéneaux ou des gouttières ;
- la fuite accidentelle d'autres liquides résultant d'une rupture accidentelle des matériels composant soit l'installation de chauffage, soit l'installation de fertilisation, soit le groupe électrogène.
- l'humidité et la condensation lorsqu'elles résultent de fuites accidentelles, ruptures, débordements, infiltrations garantis.

FRAIS SUPPLÉMENTAIRES D'EXPLOITATION

Le contrat garantit les frais supplémentaires engagés par l'assuré pour faire face aux dépenses nécessaires pour poursuivre et maintenir l'activité, sans qu'il y ait pour autant une baisse de chiffre d'affaires.

La garantie est étendue :

- au transport pour approvisionnements ou livraisons accélérées ou pour changement d'adresse,
- au frais de publicité et annonces exceptionnelles par voie de presse,
- au frais de télécommunication (augmentation de la correspondance, réinstallation du téléphone, télécopie, ...),
- aux heures supplémentaires du personnel et charges afférentes,
- au coût des travaux exceptionnellement sous traités et effectués hors de l'entreprise,
- au coût du personnel intérimaire ;
- au location de locaux et de matériels provisoires,
- à la formation sur un nouveau matériel (informatique...),

MULTIRISQUE EXPOSITIONS

LES DÉFINITIONS DES TERMES DU CONTRAT

LES DÉFINITIONS DES GARANTIES

LES DÉFINITIONS DES TERMES DU CONTRAT

BIENS ASSURÉS

Objets présentés lors d'une exposition.

DÉFAUT - ABSENCE D'ENTRETIEN

Absence, insuffisance ou tardiveté des actions engagées et dépendant de l'assuré afin de maintenir les biens assurés en bon état, c'est-à-dire d'effectuer les vérifications, soins, nettoyages et réparations permettant de maintenir les biens assurés dans un état conforme à leur usage et leur destination initiale.

USURE

- Endommagement ou défaillance d'un matériau ou d'un composant soumis à des contraintes variables dans le temps et fréquemment répétées.
- Altération progressive des propriétés physiques, thermiques ou chimiques.
- Oxydation, dépôt de tartre ou de boue, encrassement, incrustation de rouille, corrosion, fissures, érosion, déformation et effets de cavitation, de frottement, de vibrations, du vieillissement.

LES DÉFINITIONS DES GARANTIES

La garantie a pour objet de garantir l'assuré contre tous dommages, pertes et détériorations matériels accidentels, qui sont la conséquence de tous événements, dus à la force majeure ou imputable à la faute de tiers tels que :

- Incendie, explosion, chute de la foudre,
- Dégâts des eaux,
- Vol et actes de vandalisme,
- Attentats et actes de terrorisme,
- Émeutes et mouvements populaires,
- Événements naturels,
- Catastrophes naturelles,

ou de toute autre cause non intentionnelle de la part de l'assuré, subis par les objets exposés en séjour dans les locaux indiqués au paragraphe « LIEUX DE GARANTIE ».

Sont également garantis au titre du contrat :

- Opérations de montage et de démontage de l'exposition,
- Transport d'œuvres organisé pour leur restauration (entre le lieu d'entreposage et l'atelier du restaurateur),
- Garantie des matériels, mobiliers utilisés par l'assuré pour les besoins de l'exposition,
- Casse des objets fragiles,
- Frais et pertes.
- Transport aller et retour (formule clou à clou). Les biens sont garantis depuis leur départ du lieu désigné jusqu'à leur retour au lieu également désigné par le prêteur y compris pendant les séjours intermédiaires.

Exclusions :

- Les dommages causés aux tissus, vêtements, fourrures, tapis, revêtements de sols, murs ou cloisons par des tâches, des salissures ainsi que les brûlures de fumeurs sauf ceux résultant de dégâts des eaux, d'incendie ou de vol.
- Les dommages subis par les objets ou appareils de toute nature par suite de leur fonctionnement, tous dommages consécutifs au dérangement mécanique ou électrique des objets assurés, ainsi que la rupture des filaments des ampoules et tous dommages aux tubes électriques ou électroniques.
- Les effets et objets personnels, billets de banque, espèces, bijoux, fourrures, appareils de prise de vue, appareil radio et tous objets en général appartenant en propre à toute personne physique participant directement ou indirectement aux expositions.
- Les détériorations provenant du vice propre, de la vétusté, des objets assurés.
- Les dommages du fait d'absence d'emballages ou d'emballages défectueux ou insuffisants.
- Les conséquences de contravention, de douane ou autres, de confiscation, de saisie ou de mise sous séquestre, ainsi que la destruction des objets assurés sur ordre ou décision du gouvernement.
- Les dommages causés par les mites, parasites et rongeurs de toutes natures.
- Les manquants dans les stands où il est procédé à la vente, à la dégustation ou à la distribution de marchandises, aliments ou boissons quelconques.
- Les vols ou malversations commis :
 - par les préposés de l'assuré ou par toutes autres personnes chargées par lui de la garde ou de la surveillance.
 - avec la complicité de l'assuré ou des membres de sa famille.
- Les dommages exclusivement esthétiques occasionnés à des meubles ou à des objets polis ou peints tels que rayures, écailllements, égratignures ou ébréchures...
- Les pertes ou disparitions inexplicables, les différences, manquants ou pertes constatées lors d'un inventaire, les détournements de fonds ou d'informations, les pertes consécutives à une prise d'otage.
- La corrosion, l'usure, la moisissure, l'humidité, la fermentation, l'oxydation lente, les altérations de couleurs, de saveurs, de parfums, de texture ou de finition, l'action des insectes, des champignons, de la vermine lorsqu'ils ne découlent pas d'un dommage accidentel non exclu.
- La contamination et la pollution.
- Les dommages dus aux intempéries, au sable, à la poussière et causés aux biens en plein air.
- Les dommages aux films, bandes magnétiques, têtes de lecture.
- Les dommages aux cordes, tendeurs de cordes, crins des archets des instruments de musique.
- Les dommages occasionnés par des grèves ou lock-out, les tremblements de terre, éruptions volcaniques, inondations, raz de marée, ouragans, trombes, cyclones ou autres cataclysmes.

- Les risques de circulation des véhicules à moteur et des remorques et semi-remorques.
- Les pertes indirectes de toute nature telles que manque à gagner, perte de bénéfice, privation de jouissance, dommages-intérêts, pénalités de toute nature.
- Les variations d'hygrométrie ou de température.
- Les dégradations, le vol ou les manquants de marchandises et matériels mis à disposition du public pour manipulation ou essais.
- Le vol et les actes de vandalisme sans effraction.

PERTES FINANCIÈRES FRAIS SUPPLÉMENTAIRES D'EXPLOITATION

LES DÉFINITIONS GÉNÉRALES DES TERMES DU CONTRAT

LES DÉFINITIONS DES GARANTIES

LES DÉFINITIONS DES TERMES DU CONTRAT

EXERCICE COMPTABLE

Période de 12 mois consécutifs précédant la date habituelle de clôture des écritures annuelles.

FRAIS SUPPLÉMENTAIRES ADDITIONNELS

Il s'agit de la part des frais supplémentaires engagés au-delà de la limite de la garantie des frais supplémentaires d'exploitation. Ils permettent de couvrir des opérations dont le coût dépasse la perte de marge brute.

MARGE BRUTE ANNUELLE

Par référence au Plan Comptable, la marge brute annuelle se calcule comme suit :

PÉRIODE D'INDEMNISATION

Période nécessaire pour remettre l'entreprise au niveau des résultats qui aurait été le sien si le sinistre n'avait pas eu lieu.

RECETTES

Contributions, taxes, rétributions ou redevances faites par les occupants ou usagers pour les activités et/ou services publics qui s'exercent dans les bâtiments assurés.

SAUVETAGE

On appelle sauvetage toute réduction, volontaire ou non, d'un poste de charges fixes, consécutive à un sinistre (suppression d'un amortissement sur le matériel détruit).

Cette économie réalisée sur les charges fixes est déduite de l'indemnité versée par l'assureur.

TAUX DE MARGE BRUTE

Le taux de marge brute correspond au rapport entre la marge brute annuelle et le chiffre d'affaires annuel.

LES DÉFINITIONS DES GARANTIES

PERTES D'EXPLOITATION - FRAIS SUPPLEMENTAIRES D'EXPLOITATION

Le contrat prend en charge les conséquences financières de l'interruption ou du ralentissement d'activité subi par l'assuré après un sinistre garanti au titre de l'assurance « Dommages aux biens ».

Exclusions :

- **Les Pertes d'Exploitation consécutives à des mouvements de grève.**

FRAIS SUPPLEMENTAIRES D'EXPLOITATION

La garantie prend en charge les frais engagés par l'assuré pour permettre la poursuite des activités dans des conditions aussi proches que possible de la situation normale et ce, en vue d'éviter ou de limiter la perte de marge brute, tels que :

- les frais de personnels supplémentaires provoqués par les besoins accrus consécutifs au sinistre,
- les loyers supplémentaires correspondant à la location de locaux provisoires, de matériels de remplacement,
- les frais supplémentaires de transport,
- les frais d'entretien, de chauffage, d'éclairage, de fluide, de gardiennage, de surveillance, de sécurité des locaux supplémentaires provisoires.

Si des frais et pertes de même nature ont déjà été indemnisés au titre du contrat de Dommages aux biens, l'assureur prend uniquement en charge pour les frais restés à la charge de l'assuré, dans les limites prévues au présent contrat.

L'indemnité due au titre des frais supplémentaires ne peut excéder l'indemnité qui aurait été due au titre des pertes d'exploitation si aucune reprise d'activité n'avait eu lieu.

Exclusions :

- **Les frais supplémentaires d'exploitation consécutifs à tout retard incombant à l'assuré dans la reprise de son activité.**

CARENCE DE FOURNISSEUR ET/OU CLIENT

La garantie a pour objet la prise en charge des pertes financières issues d'une carence accidentelle résultant de dommages matériels subis dans les locaux du fournisseur et/ou client, dommages qui auraient été garantis au titre du contrat de Dommages aux biens souscrit auprès l'assureur s'ils étaient intervenus dans le bâtiment assuré.

IMPOSSIBILITÉ D'ACCÈS

La garantie a pour objet la prise en charge des pertes d'exploitation y compris des frais supplémentaires d'exploitation subis par un établissement de l'assuré, voisin d'un immeuble sinistré, et causés du fait de l'interdiction temporaire d'accès imposée pour des raisons de sécurité.

PERTES DE RECETTES

La garantie prend en charge la différence entre les recettes qui auraient été réalisées pendant la période d'indemnisation en l'absence de sinistre et les recettes effectivement réalisées pendant cette même période.

FERMETURE ADMINISTRATIVE

La garantie a pour objet la prise en charge des pertes financières consécutives à la fermeture totale ou partielle des biens immobiliers assurés lorsque les deux conditions cumulatives suivantes sont remplies :

- la fermeture est consécutive à une décision ou une recommandation d'une autorité administrative compétente ;
- cette fermeture est consécutive à l'un des quatre types d'événements suivants :
 - une maladie contagieuse à l'organisme humain ;
 - une intoxication alimentaire ;
 - une contamination de l'eau ;
 - un meurtre ou un suicide,
 - une mise sous scellés pour enquête,
 - un risque de pollution,
 - un risque d'accident.